

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/040

Informatique / Renouvellement du contrat de maintenance du progiciel et du portail Orphée de gestion de médiathèques de L'agglo avec la société C3rb Informatique

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;
Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant les clauses prévues dans le marché attribué à la société C3rb en date du 17 août 2017 pour la prestation de mise en réseau des médiathèques de L'agglo ;

Considérant qu'il convient de renouveler le contrat de maintenance du progiciel qui est arrivé à son terme ;

Considérant que la nouvelle proposition de contrat est conforme aux clauses du marché et répond aux attentes du service du réseau de lecture ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de signer le contrat avec la société C3rb portant sur la fourniture d'un service de maintenance du progiciel de gestion de médiathèques et du portail internet pour un montant annuel de 1 961,33€ HT.

Article 2 : **PRÉCISE** que le contrat est établi pour une durée initiale ferme de 11 mois qui court du 1^{er} février au 31 décembre 2023. Le présent contrat sera reconductible par tacite reconduction, chaque année civile, par période successive de 1 an pour une durée maximale de 2 ans, ne pouvant excéder le 31 décembre 2025.

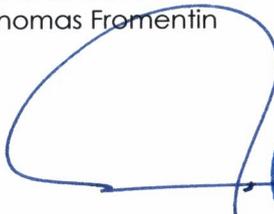
Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6156 au budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 20 avril 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.



1	Objet	3
2	Documents contractuels	3
3	Durée du contrat	3
4	Définitions	3
5	Processus de commande	4
6	Modification du périmètre du Contrat	4
7	Délai – Planification d’intervention	4
8	Collaboration des parties – Information	4
9	Tarifs et conditions de paiement	4
9.1.	Tarifs et Facturation	4
9.2.	Défaut de paiement	5
9.3.	Indexation	5
10	Propriété intellectuelle – Licence d’utilisation sur les Produits	5
10. 1.	Licence d’utilisation accordée au Client	5
10.2.	Limites et interdictions d’utilisation	5
10.3.	Garantie	5
10.4.	Mode d’accès au Progiciel Orphée (ou aux Produits)	6
10.5.	Environnement informatique du Client pour l’accès au Progiciel Orphée	6
11.	Réalisation de prestations accessoires à la fourniture du Progiciel Orphée	6
11.1.	Détail des prestations réalisées	6
11.2.	Dispositions relatives aux prestations de Formation	6
12.	Dispositions spécifiques au Service de maintenance	7
12.1.	Prestations couvertes par le Service de Maintenance	7
12.2.	Modalités d’intervention	8
12.3.	Classements des anomalies et obligations de C3rb	8
12.4.	Progiciels couverts – limites du service – versions obsolètes	9
12.5.	Obligations du Client en cas de maintenance sans hébergement du Progiciel Orphée	9
13.	Dispositions spécifiques au Service d’hébergement	9
13.1.	Objet de la prestation d’hébergement	9
13.2.	Sauvegarde des Données hébergées	10
13.3.	Propriété et restitution des Données hébergées	10
13.4.	Responsabilité du Client sur le contenu publié sur Internet / Portail ouvert au public	10
14.	Dispositions générales	10
14.1.	Responsabilité – Assurance	10
14.2.	Force majeure	10
14.3.	Codes sources – séquestre	11
14.4.	Confidentialité	11
14.5.	Cession - Sous-traitance	11
14.6.	Intégralité – modification du Contrat	11
14.7.	Renonciation	11
14.8.	Tribunal compétent – droit applicable	11
15.	RGPD - Protection des données à caractère personnel	12



Contrat unique de maintenance /hébergement / abonnement du Progiciel et du Portail Orphée

Réf. doc	Date d'effet	Progiciel	MÉDIATHÈQUE
CM_CT_MT_907_V1_2023_NR.docx	01/02/2023	MEDIA	RÉSEAU CA FOIX

Entre	Et
<p>La société C3rb Informatique, SAS au capital de 230 000 Euros sise PA de Lioujas – 163 Rue de l'Aubrac – 12740 LA LOUBIERE</p> <p>Ci-après désigné "C3rb"</p>	<p>La Communauté d'Agglomération Foix Varilhes, 1A Avenue du Général de Gaulle, 09000 FOIX, représentée par M. Thomas Fromentin, Président, agissant en vertu d'une délibération en date du</p> <p>Ci-après désigné "L'Utilisateur"</p>

1 Objet

Le présent contrat porte sur la fourniture d'un service de maintenance et/ou d'hébergement du progiciel de gestion de Médiathèques Orphée assuré par C3rb.

2 Documents contractuels

Les pièces contractuelles sont le présent contrat et ses annexes.

3 Durée du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée initiale ferme de 11 mois, du 01/02/2023 au 31/12/2023.

Il sera reconductible ensuite sur année civile, par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31/12/2025, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée avec un préavis de trois mois.

4 Définitions

« Anomalie » désigne un dysfonctionnement ou un fonctionnement non conforme aux spécifications et fonctionnalités intrinsèques du logiciel ou progiciel concerné (ceci implique notamment l'exclusion des difficultés d'usage ou d'utilisation touchant à l'ergonomie ou les comforts d'usage des Utilisateurs).

« Client » désigne la personne physique ou morale identifiée qui passe commande auprès de C3rb.

« Contrat » désigne le contrat conclu entre C3rb et le Client régi par les présentes conditions générales et les termes de la commande tels que fixés au sein du Devis accepté par le Client.

« Devis » désigne l'offre commerciale / tarifaire établie par C3rb sur la base des besoins exprimés par le Client et précisant les conditions particulières proposées pour la fourniture de ces services.

« Données » désignent les données de toute nature saisies et/ou générées par le Client (y compris les Utilisateurs autorisés par le Client) lors de l'utilisation du Progiciel Orphée.

« Livraison » désigne le moment où C3rb procède à la mise à disposition du Produit concerné laquelle est formalisée le cas échéant par un procès-verbal de livraison. Pour le Progiciel Orphée, la Livraison se matérialise par la communication au Client de l'URL d'accès correspondante et par la formalisation d'un procès-verbal de Livraison.

« Plateforme informatique » désigne le matériel informatique (serveurs) et logiciels de fonctionnement appartenant à C3rb (ou son sous-traitant) sur lequel est installé et mis à disposition le Progiciel Orphée, le Portail ou tout autre Produit afin



d'être rendu accessible au Client, aux Utilisateurs Professionnels et le cas échéant aux Utilisateurs Publics depuis leur propre matériel informatique et avec leur propre connexion à internet.

« Progiciel »

« Progiciel Orphée » ou « Progiciel » désigne le progiciel de gestion de Médiathèques Orphée créé et développé par C3rb.

« Portail Orphée » désigne le portail web développé par C3rb pour le compte du Client et ouvert au public.

« Produit » désigne l'ensemble des produits, matériels, logiciels, prestations vendus et/ou fournis par C3rb au Client au titre du Contrat.

« Services » désignent toutes les prestations mises en œuvre par C3rb au terme du Contrat.

« Utilisateur(s) » désigne une personne physique utilisant l'un des Produits. On distingue les « Utilisateurs Professionnels » qui sont des salariés / membres du personnel / collaborateurs (dont les bénévoles, les stagiaires...) du Client bénéficiant d'une Licence d'Accès Pro acquis par le Client pour l'utilisation des Produits, et les « Utilisateurs Publics » qui désignent les internautes (le public) qui accèdent et utilisent le Portail Orphée fourni par C3rb.

« Version » du Progiciel Orphée ou d'un Produit désigne chacune des différentes évolutions dudit progiciel ou produit fournies au Client par C3rb incorporant des modifications, des améliorations et corrections. Chaque Version est dotée d'un numéro de version unique destinée à l'identifier et à la différencier des autres.

5 Processus de commande

L'offre commerciale est établie par C3rb Informatique dans un Devis sur la base de toutes les informations écrites communiquées par le Client ; celles-ci étant réputées exactes et complètes. Le devis est communiqué au Client pour acceptation. Ce dernier retourne le Devis signé ou un bon de commande en précisant le cas échéant les Produits retenus, les options acceptées ou celles refusées. Le Devis ou le bon de commande signés par le Client engage ce dernier.

Par défaut, les prix mentionnés dans le Devis s'entendent en Euros HT et sont garantis 180 jours calendaires à compter de sa date d'établissement. Le Devis accepté par le Client et valant bon de commande devra être adressé à C3rb Informatique par mail ou courrier postal. La commande implique l'adhésion aux présentes Conditions.

6 Modification du périmètre du Contrat

Toute modification du périmètre d'utilisation du Progiciel Orphée (notamment par l'adjonction de licences complémentaires) devra faire l'objet de Devis complémentaires acceptés par le Client. Les nouveaux Devis successifs acceptés ou bons de commande en lien reçus auront valeur d'avenants au Contrat et s'intégreront automatiquement à ce dernier, sauf accord contraire des parties.

7 Délai – Planification d'intervention

Sauf mention expressément acceptée par C3rb, les délais d'intervention, de livraison, de fourniture et d'exécution communiqués par C3rb sont uniquement des délais indicatifs. Les délais sont fixés lors de la passation de la commande.

8 Collaboration des parties – Information

Chacune des parties est parfaitement consciente que les prestations de service en informatique nécessitent une collaboration active et régulière entre le Client et C3rb, et s'y engage. A cet effet, le Client désigne un interlocuteur compétent qui le représentera auprès de C3rb. De son côté, C3rb désigne une équipe compétente et dirigée par un responsable qui sera en charge du bon déroulement du Contrat.

Si au cours du déroulement du Contrat, l'une des parties rencontre des difficultés, elle devra alerter l'autre partie le plus vite possible afin que les parties se concertent pour mettre en place la solution la mieux adaptée dans les meilleurs délais.

C3rb s'engage à répondre à toute demande d'information du Client et à mettre à disposition de celui-ci la documentation nécessaire au bon usage des Produits fournis au titre du Contrat conclu.

9 Tarifs et conditions de paiement

9.1. Tarifs et Facturation

Les prix convenus entre les Parties sont précisés au sein du Devis signé par le Client.

Sauf convention contraire convenue entre les parties :



- Les licences d'utilisation des Produits sont fixées de manière forfaitaire en fonction du nombre d'Utilisateurs et sont facturées (i) en cas d'Achat de licences, en intégralité au jour de la Livraison de chaque Produit concerné ou (ii) en cas d'Abonnements en totalité terme à échoir au début de chaque période d'Abonnement concernée, puis lors de chaque renouvellement annuel.
- Les redevances du Service de Maintenance et/ou du Service d'Hébergement sont fixées forfaitairement.
- Les prestations associées à la fourniture et au déploiement des Progiciels Orphée sont facturées à l'issue de leur réalisation.

Les factures sont payables par virement bancaire à 30 jours date de facture, paiement net et sans escompte. La facturation est transmise pour les collectivités territoriales via la plateforme CHORUS PRO.

9.2. Défaut de paiement

Sauf dispositions contraires convenues entre les parties, en cas de non règlement dans les 30 jours à compter de la date de facture, C3rb pourra appliquer des pénalités de retard calculées sur le montant restant dû au taux de 3 fois l'intérêt légal en vigueur. Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement sera appliquée en cas de retard de paiement.

En outre, en cas de retard de paiement, C3rb se réserve la faculté de procéder de plein droit :

- à la suspension immédiate des Services, après envoi de courrier ou mél de relance, restés infructueux et ce, jusqu'à régularisation de la situation, par la réception du paiement complet des sommes dues,
- ou à la résiliation du Contrat aux torts du Client après l'envoi par C3rb d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse.

9.3 Indexation

Les prix des Services sont indexés sur l'indice Syntec révisé (www.lemoniteur.fr) et seront automatiquement révisés annuellement le 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante : $R1 = R0 * S1 / S0$ dans laquelle R1 = redevance révisée, R0 = redevance précédente, S0 = dernier indice Syntec connu à la date de la précédente révision et S1 = dernier indice Syntec connu à la date de la révision.

10 Propriété intellectuelle – Licence d'utilisation sur les Produits

10. 1. Licence d'utilisation accordée au Client

Les Produits (et notamment le Progiciel Orphée et le Portail Orphée), ainsi que toute documentation associée fournis par C3rb sont des créations protégées par les lois et les traités internationaux en matière de propriété intellectuelle dont les droits d'auteur sont la propriété de C3rb. Aucun droit de propriété intellectuelle n'est transféré ni cédé au Client.

Seules des licences d'utilisation (non exclusives) sur les Produits fournis sont concédées par C3rb au Client dans les limites et les conditions fixées au sein des présentes Conditions Générales et conformément au Devis accepté.

Les licences d'utilisation acquises par le Client sont des licences dites « simultanées » : elles peuvent être utilisées par les Utilisateurs Professionnels de manière simultanée dans la limite du nombre de licences souscrites (tel que précisé au sein du Devis). Il peut être ajouté des licences en cours de Contrat sous réserve du paiement du prix correspondant.

Selon l'accord convenu

10.2. Limites et interdictions d'utilisation

Sur le Progiciel Orphée, C3rb réserve tous les droits, de quelque nature que ce soit, qui ne sont pas expressément concédés au titre de la licence.

Plus généralement, le Client s'interdit tout type d'usage non explicitement prévu par la loi au profit du Client ou non expressément autorisé par le Contrat et notamment :

- De reproduire le Progiciel Orphée ou sa documentation, de façon permanente ou provisoire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme,
- De traduire, d'adapter, d'arranger ou de modifier le Progiciel Orphée ou sa documentation, notamment en vue de la création ou de la commercialisation d'une œuvre dérivée ou concurrente,



- De fusionner le Progiciel Orphée avec d'autres logiciels ou progiciels,
- De télécharger et plus généralement d'exporter tout ou partie du Progiciel Orphée hors de la Plateforme informatique de C3rb,
- De distribuer le Progiciel Orphée, divulguer, commercialiser, louer, concéder une sous-licence, céder, à quelque titre que ce soit, tout ou partie dudit progiciel à des fins notamment d'utilisation par un tiers, de formation de tiers, de « facilités management », d'usage partagé avec un tiers, de « application service provider », de service bureau ou infogérance,
- et plus généralement d'effectuer toute opération ne s'inscrivant pas dans le périmètre du droit d'utilisation tel que défini au Contrat et/ou portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle détenus par C3rb.

Le Progiciel Orphée étant la propriété intellectuelle de C3rb, C3rb entend se prémunir contre tout agissement de la concurrence qui viserait à le copier ou à porter atteinte à ses droits. En conséquence le Client ne doit en aucun cas fournir des informations concernant le Progiciel Orphée à des concurrents de C3rb, ni leur communiquer ou les laisser prendre connaissance de la documentation associée, ni leur montrer le contenu dudit progiciel et ses fonctionnalités.

10.3. Garantie

Le Progiciel Orphée a été choisi par le Client en toute connaissance de cause, après avoir pu prendre connaissance de ses fonctionnalités, de ses conditions d'utilisation et de ses limites éventuelles. C3rb garantit la conformité du Progiciel Orphée au descriptif technique et fonctionnel tel que figurant dans sa documentation associée, étant précisé que le Progiciel Orphée est un logiciel standard. S'agissant d'un logiciel standard le Client reconnaît que cette solution ne saurait être totalement en adéquation avec l'ensemble de ses besoins.

10.4. Mode d'accès au Progiciel Orphée (ou aux Produits)

Le Client disposera de droits d'administration lui permettant de gérer les sessions des Utilisateurs Professionnels. Afin de garantir la sécurité de l'accès et de l'utilisation par les Utilisateurs Professionnels du Progiciel Orphée, chaque Utilisateur Professionnel disposera d'un code d'accès et d'un mot de passe associé. Toute modification d'un Utilisateur Professionnel (nouvelle personne physique) devra être notifiée à C3rb et recevoir ses propres codes d'accès et mot de passe. Les codes d'accès et mots de passe sont attribués nominativement (noms/prénoms) et sont strictement personnels. Le Client est responsable de la confidentialité et de la garde desdits codes d'accès et mots de passe. Le Client s'assurera qu'aucune autre personne que celles strictement autorisées par C3rb n'aura accès et n'utilisera le Progiciel Orphée. Dans l'hypothèse où le Client aurait connaissance de ce qu'une autre personne y accède, le Client informera C3rb sans délai et le confirmera, dans les meilleurs délais par courrier recommandé, à C3rb. Le Client et C3rb devront alors prendre toutes dispositions utiles aux fins de permettre la cessation de cet accès non autorisé.

10.5. Environnement informatique du Client pour l'accès au Progiciel Orphée

Le Client est responsable de son propre système d'information et de sa connexion au réseau internet lui permettant de se connecter au Progiciel Orphée à la Plateforme informatique de C3rb. L'ensemble des matériels et des logiciels installés sur les postes informatiques du Client sont à la charge de ce dernier. Préalablement à la signature du Contrat, C3rb a remis au Client des prérequis techniques à respecter afin de bénéficier des conditions d'utilisation optimales du Progiciel Orphée au regard de son système d'informations.

Il appartient au Client de prendre toutes les mesures pour respecter ces prérequis et pour mettre ses postes informatiques et/ou son architecture informatique en conformité. Le Client est en outre seul responsable de la sécurisation physique et logique du matériel informatique qu'il utilise et exploite dans le cadre du Contrat pour accéder au Progiciel Orphée.

11. Réalisation de prestations accessoires à la fourniture du Progiciel Orphée

11.1. Détail des prestations réalisées

Dans le cadre du Contrat, C3rb pourra être amené à proposer la réalisation de prestations entourant la fourniture de son Progiciel Orphée en fonction du projet du Client. Ces prestations seront précisées au sein du Devis et pourront consister notamment dans l'analyse du projet, le paramétrage, le développement et la personnalisation du Portail, des prestations de formation ou encore l'installation des Produits sur le matériel du Client (mode non hébergé).

Outre les précisions spécifiées dans le Devis, il est expressément stipulé que :

- C3rb propose une assistance à la recette, le travail de recette en tant que tel étant confié généralement au Client. Les tests de validation et la recette sont réalisés sur le site du Client. A défaut de précision contraire, ce dernier



disposera d'un délai de 10 jours à compter de la remise des livrables pour réaliser les tests de validation et émettre les réserves éventuelles à C3rb. A défaut de communication dans ce délai, les tests sont réputés validés et la recette est prononcée tacitement. La recette emporte Livraison.

- Les éventuels développements spécifiques réalisés par C3rb à la demande du Client seront incorporés au Progiciel Orphée et de ce fait seront régis par la même licence d'utilisation que celle accordée par C3rb sur le Progiciel Orphée, moyennant le cas échéant le paiement des sommes dues à ce titre.
- Le bon déroulement de ces prestations implique une collaboration active du Client qui s'engage à répondre aux demandes d'informations posées par C3rb et à fournir les documents ou éléments nécessaires pour lui permettre d'exécuter ses prestations et de respecter les délais fixés par les parties.

11.2. Dispositions relatives aux prestations de Formation

Le détail des prestations de formation (contenu, durée, nombre de personnels, sur site ou à distance...) sera mentionné dans le Devis. A défaut de précision, les tarifs mentionnés dans le devis s'entendent de formations réalisées sur le site du Client, frais de déplacement inclus.

En cas d'annulation de la formation par le Client, la société C3rb Informatique se réserve le droit de facturer au Client des frais d'annulation calculés comme suit : si l'annulation intervient plus de 10 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : aucun frais d'annulation ; si l'annulation intervient moins de 10 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : les frais d'annulation sont égaux à 100% du prix H.T. de la formation. En cas de modification de la prestation de formation, formation à distance au lieu d'une formation sur site, par le Client, la société C3rb Informatique pourra proposer au Client un avoir au maximum du montant des frais de déplacement (150 € HT), sauf dans le cas où des frais (ex : hébergement, transport...) auraient déjà été engagés par C3rb au jour de la demande de modification du Client. Dans ce cas, les frais engagés sont dus par le Client. A la demande du Client, C3rb pourra lui fournir au Client les justificatifs correspondants.

12. Dispositions spécifiques au Service de maintenance

12.1. Prestations couvertes par le Service de Maintenance

Le Service de maintenance fourni par C3rb comprend les prestations suivantes :

- ✓ La Maintenance corrective qui couvre l'ensemble du processus allant du signalement par le Client d'une Anomalie de fonctionnement jusqu'à la mise à disposition et l'installation définitive du correctif mettant fin à l'Anomalie. Ainsi C3rb assurera :

- L'assistance technique et le suivi des demandes d'intervention,
- La mise à disposition de programmes ou traitements correctifs,
- L'information du Client sur ces programmes et ces correctifs.

Seules les Anomalies reproductibles pourront être prises en compte.

Exclusion : il est précisé que la maintenance corrective ne couvre pas :

- la reconstitution des fichiers en cas de destruction accidentelle du fait du Client ou d'un Utilisateur,
- la réalisation de développements spécifiques à la demande du Client
- la formation du personnel du Client ou des Utilisateurs,
- les sauvegardes des fichiers,
- les interventions nécessaires à la suite d'incidents, d'une mauvaise utilisation ou d'erreurs de manipulation imputables au Client, ou à l'un de ses prestataires, ou à l'un des Utilisateurs Professionnels, et de manière générale, toute correction résultant d'un usage non conforme du fait du Client ou d'un Utilisateur,

- ✓ La Maintenance évolutive comprend, à l'initiative de C3rb :

- La mise à disposition de programmes apportant des améliorations aux fonctionnalités déjà présentes (à iso-périmètre),
- La fourniture de documents répertoriant l'ensemble des évolutions apportées par la mise à jour,
- L'information du Client sur ces programmes et ces documents.



Exclusion : Il est précisé que la maintenance évolutive ne couvre pas la réalisation de développements spécifiques demandés par un Client (telles que nouvelles fonctionnalités, améliorations de fonctionnalités existantes). En tant qu'éditeur, C3rb pourra prendre en compte les suggestions formulées par le Client et décidera seul de l'opportunité de leur intégration lors d'une version ultérieure.

Par ailleurs, en cas d'intervention sur le Progiciel, d'ajout ou de modification de fonctionnalités résultant de faits non imputables à C3rb (tel que : évolution d'un logiciel édités par des tiers avec lequel le Progiciel Orphée fonctionne ou communique, évolutions ou créations de nouvelles normes ou règles d'usages techniques notamment en matière de sécurité, application d'une nouvelle législation ou réglementation française ou étrangère, ...), les prestations de C3rb seront susceptibles de faire l'objet d'une facturation complémentaire en fonction de la nature et de l'importance des modifications consécutives. En pareilles circonstances, C3rb informera au préalable le Client des conditions tarifaires consécutives.

Concernant le Portail Orphée sont comprises la mise à jour de Joomla!, des composants C3rb (opac, événements, etc.) et du webservice.

Non inclus :

- les adaptations d'architectures et graphiques inhérentes à l'évolution du CMS Joomla!
- la récupération des données qui ne migreraient pas automatiquement.

- ✓ L'Assistance et téléassistance couvre une assistance téléphonique à l'utilisation du Progiciel Orphée. Ce service est accessible par la plateforme de gestion de tickets, par courriel et téléphone du lundi au vendredi de 8h30 à 18h (*hors jours fériés*), et le samedi de 9h à 18h. Le service du samedi est un service d'urgence ne comprenant pas les prestations de conseils et d'encadrement assurées par le service en semaine.

Il est précisé que le service d'assistance et de téléassistance n'a pas pour objet de former les Utilisateurs et ne se substitue pas aux formations qui sont nécessaires à l'obtention du niveau de compétence requis des Utilisateurs.

En cas de difficultés dans l'utilisation du Progiciel, ces derniers peuvent à tout moment utiliser l'outil d'Aide en Ligne disponible sur le Portail Orphée.

Service optionnel le dimanche : si le Client souhaite bénéficier d'un service d'assistance d'urgence également le dimanche, il peut souscrire spécifiquement auprès de C3rb un service additionnel qui fera l'objet d'une facturation complémentaire.

Il est également précisé que la maintenance ne couvre pas les opérations d'installation ou de réinstallation des Produits en cas de changement de matériel du Client. De telles prestations feront l'objet d'une facturation spécifique sur devis préalable communiqué au Client. Par ailleurs, un tel changement de matériel est susceptible de conduire à la modification des conditions contractuelles de la maintenance. Dans ce cas, C3rb en informera au préalable le Client et lui soumettra les nouvelles conditions applicables afin que les Parties puissent acter d'un commun accord des modifications apportées au contrat de maintenance.

12.2. Modalités d'intervention

Intervention à distance ou sur site : Le technicien de C3rb s'efforcera de corriger l'Anomalie ou d'y apporter une solution de contournement en fonction de son classement (cf. ci-après). Ces corrections pourront donc s'effectuer à distance au moyen d'une connexion informatique. Si l'anomalie persiste, l'envoi d'une version corrigée par télétraitement ou une intervention sur site pourront être envisagés.

L'intervention sur site, dédiée aux problèmes bloquants et reproductibles, s'effectuera pendant les jours ouvrés dans les heures ouvrées du Client. Le personnel de C3rb est tenu de respecter le règlement intérieur du Client que ce dernier lui aura préalablement communiqué.

Pour sa part, le Client est tenu de mettre à disposition du technicien de C3rb les moyens et ressources nécessaires à son intervention sur site.



Le Client est également tenu d'assurer à ses collaborateurs, utilisant les Produits fournis, un niveau de connaissance et de compétence suffisant pour une utilisation de celui-ci conforme à sa documentation, notamment en leur faisant suivre une formation à l'utilisation.

Utilisation de la Plateforme de saisie (gestion des tickets) :

C3rb s'engage à mettre à disposition du Client une plateforme de saisie des demandes du Client (*système de tickets*). Cet espace collaboratif permet de répertorier tous les échanges entre les parties. C3rb s'engage à répondre à chaque fiche renseignée par le Client.

C3rb s'engage à informer le Client de toutes interventions et à la rédaction d'un compte-rendu consultable au sein du ticket. Son personnel s'interdit d'exécuter toute prestation sans en avoir au préalable avisé le Client.

Toute intervention sur la plate-forme de production donnera lieu à l'envoi d'un compte-rendu.

C3rb s'engage à répondre à toute demande d'information et à mettre à disposition de l'Utilisateur la documentation nécessaire au bon usage des produits objets du Contrat.

C3rb s'engage à agir en ne cessant d'avoir à l'esprit que l'Utilisateur propose un service public à ses usagers.

12.3. Classements des anomalies et obligations de C3rb

Les Anomalies signalées par le Client sont classées en 3 types :

- Anomalies bloquantes (celles qui empêchent l'utilisation du service)

Elles se caractérisent par au moins l'un des critères suivants :

- Arrêt complet du service public
- Indisponibilité d'une fonction indispensable au fonctionnement du service
- Dégradation de la cohérence et de l'intégrité des données.

En cas d'anomalie bloquante, les délais sont les suivants :

- Début d'intervention sous 4 heures ouvrées à compter de la réception de la demande (intervention dans la journée pour toute demande reçue avant 11h et au plus tard le lendemain matin pour tout appel après 14h).
- Rétablissement du service sous 12 heures ouvrées après l'appel, par correction ou solution de contournement
- Réparation définitive et remise en état nominal de la configuration sur site (paramétrage lié au site compris) sous 24 h après l'appel.

- Anomalies non bloquantes majeures (celle qui impactent de manière significative l'utilisation du service)

Elles se caractérisent par au moins l'un des critères suivants :

- Une fonction du progiciel est partiellement inopérante mais le service peut être délivré partiellement aux utilisateurs
- Une fonction secondaire du progiciel est absente
- Le progiciel présente des défaillances intermittentes n'ayant pas pour conséquence d'interrompre le service délivré aux utilisateurs.

En cas d'anomalie non bloquante majeure, les délais sont les suivants :

- Début d'intervention sous 8 heures ouvrées à compter de la réception de l'appel (intervention dans la journée pour toute demande reçue avant 11h et au plus tard le lendemain matin pour tout appel après 11h)
- Rétablissement du service sous 48 heures ouvrées après la demande, par correction ou solution de contournement.

- Anomalies non bloquantes mineures (toutes les autres)

Il s'agit des Anomalies qui ne sont ni bloquantes ni majeures : elles gênent l'utilisation du progiciel mais sans empêcher son utilisation ni impacter le service de manière significative. En cas d'Anomalies non bloquantes mineures, la prise en compte du signalement est effectuée dans les meilleurs délais, et la correction de l'Anomalie sera effectuée lors d'une prochaine mise à jour du progiciel.

C3rb est soumis à une obligation de moyens et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour résoudre les Anomalies et respecter les délais mentionnés ci-dessus. Le cas échéant, il sera décompté du calcul du délai de résolution, le temps de réponse du Client, dans le cas où C3rb aurait interrogé par mail ou ticket ce dernier afin de lui demander des



précisions sur l'Anomalie et/ou une autorisation de connexion à distance pour intervenir, et /ou toute autre information nécessaire pour traiter l'Anomalie.

12.4. Progiciels couverts – limites du service – versions obsolètes

La fourniture du Service de Maintenance nécessite que le Client soit à jour du paiement des licences acquises et qu'il dispose en conséquence de licences en vigueur en nombre suffisant au regard du service demandé.

En outre, le service proposé porte exclusivement sur les versions du Progiciel Orphée non modifiées par le Client et conformes à la dernière mise à jour fournie par C3rb. C3rb ne sera tenu à aucune prestation de maintenance en cas d'implantation sur le site du Client de tous logiciels, progiciels ou systèmes d'exploitation non compatibles avec le Progiciel Orphée objet du service de maintenance.

C3rb avertira le Client au moins 6 mois à l'avance de l'obsolescence d'une version du Progiciel Orphée ; passé ce délai, la Version concernée ne sera plus maintenue.

Par ailleurs, C3rb se réserve la faculté de signaler au Client toute version de progiciel ou logiciel utilisé par ce dernier qui lui semblerait obsolète ou qui n'apparaîtrait plus conforme aux standards informatiques notamment en termes de sécurité afin de l'inviter à procéder ou à faire réaliser une mise à niveau de ces derniers. Le cas échéant, C3rb pourra suspendre ses prestations dans l'attente de cette mise à niveau.

12.5. Obligations du Client en cas de maintenance sans hébergement du Progiciel Orphée

Dans le cas où le Progiciel Orphée n'est pas hébergé par C3rb, le Client s'engage à disposer d'un système de télémaintenance opérationnel et à maintenir son matériel en état de fonctionnement et au niveau des préconisations de C3rb (stations PC et serveur performants disposant de ressources suffisantes, réseau performant). Le Client devra informer C3rb de tout changement significatif sur son réseau.

En outre, le Client est dans ce cas seul responsable de la sauvegarde des données dont il est propriétaire qu'il héberge ou fait héberger. A ce titre, il lui appartient de mettre en place tous les moyens nécessaires à la reconstitution des fichiers données et programmes altérés ou perdus. Il incombe également au Client de prendre toutes les mesures de sécurité et de mettre en place toutes les procédures utiles tant avant l'intervention des opérations de maintenance que lors de l'exploitation des Produits hébergés en procédant à toute copie de sauvegarde nécessaires.

Les difficultés rencontrées par le Client sur son serveur d'hébergement ne sont pas de la responsabilité de C3rb et n'entrent pas dans le cadre de sa prestation de maintenance (sauf pour ce qui concerne les prérequis techniques des Produits hébergés). Toute demande d'intervention sur le serveur est donc susceptible de donner lieu à l'établissement d'un devis et d'une facturation complémentaire.

13. Dispositions spécifiques au Service d'hébergement

13.1. Objet de la prestation d'hébergement

Au titre du Service d'hébergement, C3rb procède à l'hébergement des Produits (tels que définis au sein du Devis accepté) sur ses serveurs ou celui de son sous-traitant permettant ainsi l'accès à distance des Produits par le Client et les Utilisateurs. L'hébergement a lieu en France auprès de l'hébergeur identifié dans le Devis. C3rb informera le Client de tout changement de prestataire d'hébergement.

Le mode hébergé comprend ainsi pour le Client :

- La mise à disposition du Progiciel Orphée (y inclus les Données du Client) sur un serveur sécurisé,
- La sécurité d'accès au Progiciel Orphée,
- La sauvegarde régulière des données hébergées,
- Le maintien en condition opérationnelle du serveur d'hébergement (sauvegarde, administration, statistiques)
- La disponibilité permanente 24/7/365 de l'accès au Progiciel Orphée sauf en cas d'interruptions requises du fait de périodes de maintenance ou du fait d'une cause indépendante de la volonté de C3rb et non imputable à ce dernier. C3rb informera le Client de ces interruptions dans les meilleurs délais et fera ses meilleurs efforts pour rétablir dans les plus brefs délais l'accès au Progiciel Orphée.

Le Client est informé que la connexion et la disponibilité au Progiciel Orphée s'effectue via des réseaux de communications électroniques. Il est averti des aléas techniques qui peuvent affecter de tels réseaux et entraîner des ralentissements ou des indisponibilités, momentanés ou prolongés, lesquels peuvent rendre la connexion au(x) serveur(s) impossible. En



conséquence, C3rb ne peut être tenu responsable des difficultés d'accès au Progiciel Orphée dues à des perturbations desdits réseaux.

13.2. Sauvegarde des Données hébergées

C3rb assure le stockage et la sauvegarde des Données du Client sur ses serveurs toutes les 24 heures en fin de journée à vingt heures (20h).

Les Données sont stockées sur un espace physique numérique différent de celui des serveurs qui hébergent le Progiciel Orphée. Chaque sauvegarde de Données est historisée pendant trente (30) jours calendaires. Les sauvegardes de Données sont conservées sur les durées suivantes pendant la durée du Contrat : 30 jours glissants pour les sauvegardes journalières (intégralité de la base). A la demande du Client, C3rb peut augmenter les fréquences de sauvegarde, allonger la période d'historisation des Données. Dans ce cas, chaque prestation particulière fera l'objet d'un devis qui devra être signé pour accord entre les Parties.

13.3. Propriété et restitution des Données hébergées

Le Client est propriétaire de ses Données. C3rb remettra à la demande du Client ou en fin de prestation d'hébergement l'intégralité des Données lui appartenant dans un format standard. Au-delà, pour toute demande particulière nécessitant une intervention supplémentaire de C3rb, le Client pourra solliciter un devis afin de connaître les conditions tarifaires de C3rb.

13.4. Responsabilité du Client sur le contenu publié sur Internet / Portail ouvert au public

Le Client est seul responsable des informations, documents et données qu'il publie sur le réseau Internet au moyen du Portail Orphée et/ou du Progiciel Orphée. Il s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation applicable à la diffusion d'informations et de services sur Internet notamment les dispositions destinées à assurer la protection de l'ordre public et ce de manière à ce que la responsabilité de C3rb ne puisse en aucun cas être recherchée. Le Client agit ici en qualité d'éditeur du Portail à l'égard des tiers au sens de la réglementation applicable, tandis que C3rb agit en qualité de prestataire technique. Le Client s'engage à assurer à ses frais la défense de C3rb dans le cas où ce dernier ferait l'objet d'une action concernant le contenu publié par le Client via le Portail.

14. Dispositions générales

14.1. Responsabilité – Assurance

C3rb s'engage à exécuter ses obligations contractuelles avec tout le soin en usage dans la profession. Il est expressément convenu entre les parties que C3rb assume une obligation de moyens dans l'exécution de ses prestations. Il déclare disposer d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

C3rb ne sera pas responsable d'un quelconque dommage ayant son origine dans une utilisation du Progiciel Orphée C3rb par le Client non conforme aux dispositions du Contrat. C3rb ne pourra être tenu responsable des dommages indirects (tels que préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfice ou encore manque à gagner) subis par le Client. Aucune indemnisation ne sera en conséquence à la charge de C3rb.

En tout état de cause, la responsabilité de C3rb ne pourra être engagée de son fait ou celui de ses collaborateurs que dans les actes accomplis par ceux-ci et sous la condition d'établir un lien de causalité entre le préjudice allégué et une faute grave de C3rb dans l'exécution de ses obligations.

Si toutefois la responsabilité de C3rb venait à se trouver engagée et à être définitivement reconnue par les juridictions compétentes, il est expressément convenu que le montant total des indemnisations et plus généralement de toutes sommes mises à la charge de C3rb ne pourra excéder un montant représentant les sommes ou redevances versées par le Client au titre de la prestation concernée par la faute commise.

14.2. Force majeure

Les parties ne seront pas tenues responsables en cas de manquement à l'exécution de leurs obligations résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties tels que, sans que cette énumération ait un caractère limitatif : guerre, insurrection civile, décision gouvernementale, catastrophes naturelles, conflits sociaux, grève, embargo, incendie, tempête, inondation, blocage des télécommunications, blocage des



réseaux électriques ou informatiques, acte de piratage informatique. La partie constatant l'événement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité à exécuter sa prestation.

La suspension des obligations ou le retard ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard. Pendant la période de survenance du cas de force majeure, le Contrat sera suspendu. En fonction des cas de force majeure, les parties se réuniront au plus vite afin de déterminer les conditions dans lesquelles pourra se poursuivre le Contrat. En cas de désaccord sur les conditions de poursuite du Contrat ou dans le cas où la poursuite du Contrat se révélerait impossible, le Contrat pourra être résilié par la partie la plus diligente - ce sans indemnité et dans la limite de l'abus de droit.

14.3. Codes sources – séquestre

C3rb déclare avoir déposé auprès de l'APP (l'Agence pour la protection des Programmes) les codes sources du Progiciel Orphée, intervenant comme Séquestre. C3rb s'engage à remettre au Client, à première demande, un justificatif émanant du Séquestre et permettant d'établir que les codes sources du Progiciel Orphée ont bien été déposés auprès du Séquestre conformément aux dispositions du Contrat.

14.4. Confidentialité

Chacune des parties prendra toutes les dispositions requises pour préserver la confidentialité des informations qui lui ont été, ou lui seront, transmises par l'autre partie du fait du Contrat ou dont elle aura eu connaissance du fait de ses relations avec l'autre partie. Sont considérées comme des informations soumises à la confidentialité et régies de ce fait par le présent engagement, toutes informations quelle qu'en soit la nature, la forme, la partie concernée, se rapportant directement ou indirectement à la relation définie au Contrat. Chacune des parties s'engage à tenir confidentielles ces informations tant pendant la durée du Contrat qu'après son expiration, et ce tant que ces informations ne seront pas tombées dans le domaine public.

14.5. Cession - Sous-traitance

Le Client ne peut céder ou transférer, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Contrat, sans l'accord préalable et écrit de C3rb. C3rb est en droit de faire appel à des sous-traitants pour assurer la fourniture des Services. Les choix de ces sous-traitants sont sous son entière responsabilité.

14.6. Intégralité – modification du Contrat

Le Contrat conclu entre les parties, les Devis signés et les éventuelles annexes qui en font partie intégrante, contient la totalité des accords entre les parties, définit les obligations respectives des parties, et constitue à compter de sa signature l'unique référence des parties en ce qui concerne leur relation contractuelle.

Toute modification apportée au Contrat conclu devra recueillir l'accord préalable des parties et être formalisée par voie d'avenant ou additif signé par les parties.

14.7. Renonciation

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du Contrat ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite clause.

14.8. Tribunal compétent – droit applicable

Le Contrat liant les parties est soumis au droit Français.

Les parties chercheront, préalablement à toute procédure contentieuse, une solution amiable aux différends qui pourraient survenir entre elles à l'occasion du Contrat.

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.



15. RGPD - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du Contrat, chaque partie s'engage, à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment du fait de l'application du Règlement (UE) Général de la Protection des Données Personnelles n° 2016/679, de la Loi Informatique et Libertés n°78-17 modifiée et plus généralement de la Réglementation Générale de la Protection des Données Personnelles dite « la RGPD ».

1/ Données personnelles collectées par C3rb en tant que responsable de traitement

Dans le cadre et sur le fondement de l'exécution du Contrat qui lie C3rb et son Client, C3rb est amené à collecter des données à caractère personnel.

C3rb met en œuvre des traitements de données à caractère personnel récoltées pour les besoins de son activité, afin de lui permettre d'assurer la fourniture des services souscrits, la gestion de la relation Client, la facturation, le recouvrement, l'assistance, la maintenance, le suivi des dossiers de ses clients et les communications commerciales sur ses produits et services, sauf opposition de la personne concernée.

Ces données sont nécessaires pour la bonne gestion des clients et sont destinées exclusivement au personnel habilité de C3rb. A défaut, C3rb ne peut traiter ou exécuter le Contrat.

Les données traitées à des fins de gestion de la relation avec le Client sont constituées d'informations telles que nom, prénom, adresse postale, adresse électronique, téléphones des collaborateurs du Client ; ces données sont conservées par C3rb pendant toute la durée du Contrat et les trente-six (36) mois suivants.

C3rb s'engage à ne pas utiliser les données ainsi collectées à d'autres fins que celles nécessaires à l'exécution du Contrat. C3rb peut toutefois être amenée à devoir les communiquer à des autorités judiciaires et/ou administratives, notamment dans le cadre de réquisitions. En ce cas, et sauf disposition légale l'en empêchant, C3rb s'engage à en informer le Client et à limiter la communication de données à celles expressément requises par lesdites autorités.

Les données de compte à caractère personnel sont conservées tant que le compte est actif et ensuite identifiées comme non utilisables à des fins commerciales. Les données à caractère personnel, relatives à un contrat sont conservées jusqu'à la fin du contrat et ensuite historisées pour la durée requise par la prescription légale applicable.

Conformément à la loi Informatique et Libertés, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de modification et de suppression desdites données.

Chaque personne est également en droit de demander la portabilité de ses données à caractère personnel dans les limites autorisées par la loi, sous un format structuré, couramment utilisé et lisible par la machine et solliciter la limitation du traitement de ses données.

Ce droit peut être exercé :

Soit, par l'envoi d'un courriel à l'adresse de messagerie suivante : rgpd@c3rb.fr

Soit, par l'envoi d'un courrier signé, accompagné d'une copie d'un titre d'identité, à l'adresse du siège social de C3rb

La personne concernée a également la faculté d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

2/ Données personnelles traitées par C3rb en tant que sous-traitant du Client

Dans le cadre des prestations qu'il fournit, C3rb agit en qualité de sous-traitant du Client au sens de la réglementation dite RGPD pour le ou les finalités de traitements suivantes :

- En cas de Maintenance avec hébergement (mode hébergé) : *hébergement des données, sauvegarde des données, réalisation de toutes les opérations de maintenance entrant dans le périmètre du Contrat souscrit*
- En cas de Maintenance sans hébergement : *réalisation sur les serveurs d'hébergement du Client de toutes les opérations de maintenance entrant dans le périmètre du Contrat souscrit.*

A ce titre, le Client est le responsable de traitement des données ainsi traitées. Il demeure seul responsable des traitements de données à caractère personnel réalisés pour son compte dans le cadre des services, que ce soit par le Client lui-même,



par C3RB ou par tout autre tiers. Le Client qui demeure seul responsable du choix des services, s'assure que les services présentent les caractéristiques et conditions requises pour pouvoir procéder aux traitements de données à caractère personnel envisagés dans le cadre de l'utilisation des services, compte tenu de la réglementation en vigueur, notamment s'agissant de données sensibles.

La durée du ou des traitements réalisés par C3rb est identique à la durée du Contrat de prestations liant C3rb et le Client et prend fin en conséquence à la cessation de celui-ci.

Le type de Données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées sont déterminés et contrôlés par le Client, à sa seule discrétion. Elles portent notamment sur les Utilisateurs du Progiciel tels que définis au sein du Contrat.

Dans le cadre de cette sous-traitance et conformément à l'article 28 du RGPD, il est rappelé que C3rb :

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- c) prend toutes les mesures techniques et organisationnelles requises en vertu de l'article 32 du RGPD afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données;
- d) est autorisé à recruter un autre sous-traitant et s'engage à informer le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.
- e) tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées
- f) aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant;
- g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel;
- h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

Sans préjudice de ses propres obligations de notification auprès de la CNIL, C3rb notifiera au Client toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Client de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

De manière plus détaillée, il est convenu que :

1. Sous-traitance ultérieure

C3rb Informatique peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit ou par voie électronique de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information indique clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le silence du responsable de traitement dans un délai de 15 jours à compter de la notification du choix du sous-traitant ultérieur vaut acceptation.



Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent avenant au contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. C3rb Informatique s'assure que le sous-traitant ultérieure présente les mêmes garanties suffisantes au regard des exigences du RGPD.

2. Droits d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, C3rb Informatique aide le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

3. Exercice des droits des personnes

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercices de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à rgpd@c3rb.fr.

4. Notification des violations de données à caractère personnel

C3rb Informatique notifie le responsable de traitement de toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après avoir pris connaissance par voie électronique.

C3rb Informatique prendra toutes les mesures appropriées afin de vérifier la provenance de cette violation et la réparation éventuelle de la faille détectée.

5. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

6. Mesure de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser, à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

7. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage (au choix des parties) à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ou
- A renvoyer toutes les données à caractères personnel au responsable de traitement ou
- A renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement



Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

8. Délégué de la protection des données

Au titre de l'article 37 du Règlement général sur la protection des données paragraphe 1, C3rb n'est pas soumis à la désignation d'un délégué de protection des données. Cependant un référent « mise en conformité RGPD » a été nommé et est disponible à l'adresse rgpd@c3rb.fr.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractères personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en deux exemplaires originaux dont un pour chaque partie

A La Loubière, le 02/03/2023

A Foix, le

M. CERLES Casimir,
Président de C3rb Informatique

Nom, Prénom et qualité du signataire

C3rb Informatique
163, rue de l'Aubrac - PA de Lioujas
12740 LA LOUBIERE
Tél. : 05 65 47 93 02 - orphee@c3rb.fr
Siret 353 849 417 00111 - APE 6202A



Progiciel Orphée

CONTRAT DE MAINTENANCE

ANNEXE 1

Descriptif	Qté	Base de la Redevance En Euros	Maintenance Annuelle H.T En Euros
Média PGS .Net multi-bibliothèques			
Gestion du catalogue Client Z3950 pour la dérivation de notices Importation et exportation des documents selon la norme ISO 2709 et la recommandation 995 Gestion des périodiques Gestion des acquisitions Gestion des adhérents Gestion des prêts, retours et réservations Edition et statistiques	1		959.18 €
Catalogue en ligne (inclus)			
Consultation du catalogue en ligne Consultation du compte lecteur Abonnements à des recherches via des flux RSS,...			
Licence(s) poste(s) professionnel(s)_Gestion réseau	1		
Licence(s) poste(s) professionnel(s)_Bibliothèques	13		
Foix Le Bosc Montégut Plantaurel Montgaillard Rieux de Pelleport Saint Félix de Rieutord Saint Jean de Verges Saint Martin de Caralp Saint Paul de Jarrat Saint Pierre de Rivière Varilhes Vernajoul Verniolle			
Ludothèque_Licence(s) d'accès professionnel(s)	4	45.00 €	180.00 €
Webservice adhérents	1		228.38 €
Montant H.T. de la maintenance Annuelle du SIGB			1367.55 €
Portail Orphée Média	1		304.50 €
Module de Gestion des ressources numériques incluant le serveur CAS	1		137.03 €
Connecteurs	5	30.45 €	152.25 €
Montant H.T. de la maintenance Annuelle du Portail			593.78 €
Montant Total H.T de la redevance Annuelle			1961.33 €
Retrait Application Mobile au 01/06/2021	1		

Réseau des Médiathèques de la Communauté d'Agglomération Foix Varilhes
Date d'effet : **01/02/2023**

Facturation Annuelle Terme à échoir sur Année civile

A La Loubière, le 02/03/2023

"Le Prestataire"

M. Cerles Casimir, Président de la société C3rb

A Foix, le

"L'utilisateur"

C3rb Informatique
163, rue de l'Aubrac - PA des Lioujars
12740 LA LOUBIÈRE
Tél : 05 65 47 93 00 / orphée@c3rb.fr
Siret 353 849 410 00111 - APE 6202A



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/041

Commande publique / Fourniture avec montage et démontage de chapiteaux pour L'agglomération Foix-Varilhes et ses communes

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;
Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la cessation d'activité de la Maison Palmade qui assurait pour L'agglomération Foix-Varilhes la prestation de fourniture en chapiteaux au bénéfice des communes ;

Considérant l'intérêt de poursuivre ce service apporté aux communes et à leurs associations ;

Considérant la consultation lancée par courriel en date du 13 mars 2023 aux entreprises suivantes : ETS Algayres, Structura Toulouse, Lahille SAS, Partenaires évènements, La manufacture de bâches et Marcolin Benjamin ;

Considérant l'unique proposition remise par la société Partenaires évènements ;

Considérant que l'offre proposée par l'entreprise Partenaires évènements à Mazères, répond aux attentes de L'agglomération Foix-Varilhes ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de signer la proposition faite par la société Partenaires évènements, pour une durée d'un an selon la tarification suivante. La date de début des prestations est fixée au 1^{er} juin 2023.

Chapiteaux modulables par taille	Prix € unitaire TTC avec assistance	Prix € unitaire TTC sans assistance
100 m ²	684	840
150 m ²	1026	1260
200 m ²	1368	1680
250 m ²	1710	2100
300 m ²	2052	2520
Journée supplémentaire (au-delà de 4 à 5 jours)	72€	

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

Article 3 : **DÉCIDE** de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 20 avril 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

**LETRE DE CONSULTATION POUR MARCHÉ INFÉRIEUR À 40 0000 € HT
passé selon une consultation simple**

ANALYSE DES OFFRES

**Fourniture, montage, démontage et nettoyage de chapiteaux (Erp de type Cts)
pour L'agglomération Foix-Varilhes et ses communes membres.**

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS FOIX-VARILHES

1A Avenue du Général de Gaulle
09000 FOIX

1 OBJET ET ENTENDU DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation porte sur la fourniture de chapiteaux avec montage, démontage et nettoyage compris pour L'agglo Foix-Varilhes et ses communes membres.

1.2 Mode de passation

La procédure de passation consiste en une lettre de consultation transmise à plusieurs candidats dans le cadre d'une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 Type de contrat

Contrat conclu pour une période d'un an, de date à date.

1.4 - Visites sur site

Aucune.

1.5 Transmission électronique

Le dossier a fait l'objet d'un envoi de pièces par voie électronique aux candidats ci-dessous :

Date	Raison Sociale	CP	Ville
13/03/2023	ETS ALGAYRES	82	CASTELSARRASIN
13/03/2023	STRUCTURA TOULOUSE	31	AUCAMVILLE
13/03/2023	LAHILLE SAS	31	ST JEAN
13/03/2023	PARTENAIRES EVENEMENTS	09	MAZERES
13/03/2023	LA MANUFACTURE DE BACHES	09	SAVERDUN
13/03/2023	MARCOLIN BENJAMIN	09	SEM

Un seul candidat a répondu dans les délais (date limite de remise des plis : 3 avril 2023 à 12h00).

date	Heure	Raison Sociale	CP	Ville
23/03/2023	16H47	PARTENAIRES EVENEMENTS	09	MAZERES

2.2 Clause d'insertion

Sans objet.

2.3 Attribution des marchés

L'offre sera analysée dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix prestation	70.0 %
Valeur technique : <ul style="list-style-type: none"> o Qualité et sécurité des matériels et du service de montage/démontage 20% ; o Références présentées 10% ; 	30.0 %

2.4 Négociation

Après examen, il n'a pas été jugé nécessaire d'engager une négociation.

3. PRIX et NOTES

Ce critère est noté sur 70%

Chapiteaux modulables par taille	Prix € unitaire TTC avec assistance	Prix € unitaire TTC sans assistance
100 m2	684	840
150 m2	1026	1260
200 m2	1368	1680
250 m2	1710	2100
300 m2	2052	2520
Journée sup (au-delà de 4 à 5 jours)	72	
NOTE	70/70	
CLASSEMENT	1	

4. VALEUR TECHNIQUE et NOTES

La valeur technique est notée sur 30 points.

	PARTENAIRES EVENEMENTS
Qualité et sécurité des matériels et du service de montage/démontage : 20%	20
Références présentées : 10%	10
NOTE SUR 30	30/30
Classement note technique	1

5. SYNTHÈSE DES NOTES TECHNIQUES ET FINANCIÈRES :

	Avec assistance	Sans assistance
PRIX chapiteau de 100 à 300m ²	De 684 à 2052€	De 840 à 2520 €
Note pondérée /70	70.00	70.00

TECHNIQUE		
Note /30	30.00	70.00

NOTE GLOBALE	100.00
CLASSEMENT	1

Il est proposé de retenir l'offre de PARTENAIRE EVENEMENTS car elle répond aux critères énoncés de la consultation pour une durée d'un an, à compter de la date de notification du marché.

A Foix Le 13/04/23

Nathalie Eychenne,
Directrice du pôle sport
culture et solidarités



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/042

Technique / Mission de de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'objectif 28 et son action 67 « Rénover, développer et sécuriser le complexe omnisports à Ferrières » ;

Considérant la nécessité de souscrire une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation de travaux de rénovation portant sur la réfection du bloc vestiaire, des sanitaires de l'accueil et la reprise d'étanchéité de la toiture de la halle sportive ;

Considérant la proposition de la société ACM située 195 rue des Vignes, ZA Patau à Saint-Jean de Verges (09) pour la réalisation des missions d'études de constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE), d'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT), à la direction de l'exécution des travaux (DET) et l'assistance aux opérations de réception (AOR) pour un montant de 13 900 € HT répartis comme suit :

DESCRIPTION	MONTANT HT
Réalisation DCE Métré, plans, pièces écrites - Durée 2 mois	4 200,00 €
ACT - Durée 1,5 semaine	1 000,00 €
DET - Durée 5/6 mois	7 200,00 €
AOR - Durée 1 mois	1 500,00 €
MONTANT	13 900,00 €

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la proposition de la société ACM pour la mission de maîtrise d'œuvre à la réalisation de travaux de rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières pour un montant de 13 900 € HT.

Article 2 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 6228 du budget principal pour 2023.

Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

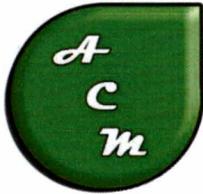
Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 25 avril 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.



Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230425-2023_DP_042-DE



Toulouse, le 17 avril 2023

PROPOSITION D'HONORAIRES

Destinataire : L'AGGLO FOIX-VARILHES
M. Denjean Jerome
Affaire : Rénovation de salle omnisport
FERRIERES
Objet : Proposition d'honoraires mission de maîtrise d'œuvre

DESCRIPTION	MONTANT H. T
Réalisation DCE Métré, plans, pièces écrites Durée 2 mois	4 200,00 €
ACT Durée 1,5 semaines	1 000,00 €
DET Durée 5/6 mois, à définir suivant option	7 200,00 €
AOR Durée 1 mois	1 500,00 €
MONTANT HT	13 900,00 €
TVA 20 %	2 780,00 €
TOTAL TTC	16 680,00 €

Adelino BONDOUX


A 2 Rue Jules Védrières
31400 TOULOUSE
Tél : 05 62 30 83 33
E-mail : acm@acm-sarl.fr
SIRET : 444 305 213 00050

Bon pour accord

Le Président,
Thomas FROMENTIN



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/043

Mobilités / Contrat pour la création, l'impression et l'envoi des cartes de transport scolaire avec société Nova Scop

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu le code des transports et notamment les articles L.1231-1 et L.1231-1-1, aux termes desquels L'agglo Foix-Varilhes est autorité organisatrice de la mobilité et par voie de conséquence, autorité organisatrice des services de transport scolaire de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur de son ressort territorial ;

Considérant la nécessité de créer une carte de transport scolaire que les élèves devront présenter lors de chaque montée dans le car de transport scolaire, permettant de justifier l'inscription au transport scolaire, et d'indiquer le service que l'élève est autorisé à emprunter ;

Considérant qu'il est nécessaire de confier la création, l'impression puis l'envoi des cartes de transport scolaire à l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur du ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que l'offre de la société Nova Scop répond à la fourniture de matériel et aux prestations de services souhaitées ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de signer la proposition de la société Nova Scop pour un montant total de 4 337,66 € HT correspondant à une estimation de 1 400 cartes de transport scolaire pour l'année scolaire 2023/2024. La date de début des prestations est prévue au plus tard le 12 juin 2023.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de l'exercice 2023.

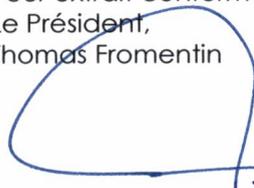
Article 3 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 25 avril 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

DEVIS

Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230425-2023_DP_043-DE

COMMUNICATION & IMPRESSIONS

N° du devis DE222300590

Date du devis : 18-01-2023
Date d'expiration : 31-05-2023
Vendeur : Philippe CARDOSO

Destinataire:
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE FOIX - VARILHES**
1 Avenue du Général de Gaulle
09000 FOIX

#	Article & Description	Quantité	Prix unit.	Remise	Taux de TVA	Montant HT
1	Création SKU : AR00030 Création et réalisation de la maquette pour le papier entête "Lettre + carte intégrée et découpée avec plastification", Intégration des textes, logos, photos... Préparation des fichiers en vue de l'impression Présentation du BAT (épreuve numérique ou papier) Forfait (2 heures offertes).	2,00	35,00	100,00%	20,00	0,00
2	Entête Offset SKU : AR00012 Papier entête : "Lettre + carte intégrée et découpée avec plastification", Format du papier entête : 210 mm X 297 mm soit un A4 Format de la carte : 86 mm X 54 mm Papier : Offset Pré-Print Spécial Laser de 140 g PEFC Impression : Quadrichromie recto et verso Façonnage : Collage de l'overplast servant à la plastification par retournement + Découpe (Quantité : 1 800 ex).	1.800,00	1,83	0,00	20,00	3.294,00
3	Divers Services SKU : AR00116 Impression : "Repiquage des données variables sur le papier entête A4 (incluant la carte), Format du papier entête : 210 mm X 297 mm soit un A4 Papier : Offset Pré-Print Spécial Laser de 140 g PEFC Impression : Quadrichromie recto et verso (Quantité : 1 400 ex).	1.400,00	0,0347	0,00	20,00	48,58
4	Pochettes 162x229 SKU : AR00021 Pochettes SANS fenêtre : "Routage du courrier incluant la carte scolaire de	1.403,00	0,118521	0,00	20,00	166,28

#	Article & Description	Quantité	Prix unit.	Remise	Taux de TVA	Montant
	transport", Format : 162 mm X 229 mm Papier : Vélin Blanc de 90 g PEFC Impression : Quadrichromie recto (Expéditeur + Dispense de timbrage + Destinataire) (Quantité : 1 400 ex + 3 ex pour La Poste).					
5	Divers Services SKU : AR00116 Pliage : "Lettre + carte intégrée et découpée avec plastification", Format : 210 mm X 297 mm ouvert - 210 mm X 148,5 mm plié Façonnage : 1 pli central (Quantité : 1 400 ex).	1.400,00	0,012	0,00	20,00	16,80
6	Mise sous Plis SKU : AR00034 Mise sous plis : "Lettre + carte intégrée et découpée avec plastification", Format du pli : 162 mm X 229 mm (Quantité : 1 400 plis).	1.400,00	0,08	0,00	20,00	112,00
7	Affranchissement SKU : AR00032 Affranchissement : en Destinéo Esprit Libre, seuil 1, de moins de 35 g au prix de 0,50 € HT par pli, Format du pli : 162 mm X 229 mm (Quantité : 1 400 plis).	1.400,00	0,50	0,00	0,00	700,00

Sous-total HT 4.337,66

TVA 3 (20%) 727,53

TVA 1 (0%) 0,00

Total 5.065,19€

Bon pour accord,
Le Président
Thomas Fromentin



Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230425-2023_DP_043-DE



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE NOVA SCO

Nos rapports sont régis par les usages professionnels et conditions générales de vente établis par l'Union Nationale des Industries et de l'Imprimerie et de la Communication siégeant au 68 Boulevard Saint-Marcel – 75005 Paris.

Toutes démarches commerciales avec la SARL NOVA Scop impliquent de nos clients et prospects l'acceptation sans réserve et de façon irrévocable de nos conditions générales de vente et d'exécution. Celles-ci sont réputées admises et connues du client dès la signature du devis, lesquelles sont disponibles sur notre site internet et peuvent être fournies à tout moment, sur simple demande de votre part. La qualité de nos relations dépend pour une large part du respect réciproque de nos usages et de nos engagements.

COMMANDES - PRIX :

Pour tous travaux à réaliser, un devis, ou une confirmation de commande, est soumis à la clientèle. Toute forme de validation de ces derniers, avec la référence et la quantité précisées, constitue un engagement de fabrication ou de création.

Toute affaire est conclue dès qu'il y a accord des volontés des parties pouvant être constaté par tous les moyens indiqués par l'art. 109 du Code de Commerce.

Les affaires peuvent être indifféremment conclues par écrit ou verbalement mais il est recommandé aux contractants de confirmer par écrit l'accord intervenu.

Le prix indiqué sur le devis est valable durant 1 mois, sauf modification du descriptif par le client. Tous travaux préparatoires engagés à la demande du client peuvent faire l'objet d'une facture s'il n'est pas donné suite dans un délai d'un mois, à compter de leur commande.

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du client à nos conditions générales de ventes.

Pour être prise en compte, la commande comporte impérativement ; des éléments textes, photos, logos... ou un fichier informatique du travail à réaliser conforme à notre cahier des charges.

Toute modification, apportées sur des fichiers fournis, par NOVA Scop, due à leur non-conformité sera facturée.

Quel que soit le type de fichier fourni (natif ou PDF), les corrections demandées par le client à NOVA Scop seront facturées.

La commande ne devient définitive qu'après notre confirmation de commande par e-mail, comportant la désignation, la création ou mise en page, la quantité, et le prix et spécifiant la date de finalisation du travail prévu.

Dans le cas où les mentions de cette confirmation de commande ne satisfont pas le client (délai, tarif, descriptif...), ce dernier dispose d'un délai de 12 heures pour annuler sa commande par téléphone et confirmer l'annulation par mail. Un mail de prise en compte de sa demande lui sera renvoyé.

Le forfait de 20 ou 40 euros HT correspondant aux frais de gestion sera retenu et facturé.

Aucune annulation de commande, NI MODIFICATION DE FICHER, ne pourra être prise en compte après acceptation du Bon A Tirer, et si les premières étapes de fabrication sont déjà en cours le travail sera facturé et la commande sera due en totalité.

FACTURATION :

Sauf accord particulier, nos travaux sont payables à réception en nos locaux, ou à la commande si une livraison est demandée.

Nous nous réservons le droit, en fonction des travaux engagés, de demander un acompte pouvant être de 30% à 50% du montant TTC de la commande, afin de lancer la création ou la production. Les clients pouvant prétendre au taux réduit de la T.V.A. doivent en fournir la justification émanant du service des Impôts. Sauf convention particulière, aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé. En cas de retard ou défaut de paiement d'une échéance, par rapport à la date figurant sur la facture, la totalité des sommes dues devient immédiatement exigible et fera l'objet d'une pénalité de retard dont le montant est au moins équivalent à une fois et demie le taux de l'intérêt légal, ainsi que le remboursement T.T.C. des frais liés aux dépenses de recouvrement engagées par NOVA Scop, sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

ASSURANCE :

Tous les documents, éléments de fabrication et marchandises appartenant au client et remis à la société NOVA Scop pour stockage, doivent être assurés par lui seul, qui en connaît la valeur et abandonne tout recours contre la SARL NOVA Scop ou ces partenaires pour la réalisation des travaux.

LIVRAISON - TRANSPORT :

Tout retard, du fait du client à l'un des stades du processus, de la chaîne graphique ou résultant de circonstances exceptionnelles ou indépendantes de notre volonté, est de nature à retarder la livraison et ne peut donner lieu à des dommages-intérêts. Les délais fournis sont communiqués à titre indicatif. Leur non-observation ne peut motiver un refus de la livraison ou du paiement de la facture et ne peut engendrer des indemnités pour retard. Les marchandises voyagent aux risques et périls du destinataire. Pour toute livraison, il appartient à ce dernier d'en vérifier le contenu et d'exercer son recours contre le transporteur, en cas de dégradation, perte, avarie ou retard dans les formes et délais indiqués par la loi. Dans tous les cas, le client est tenu de vérifier toute marchandise à la réception avant d'en faire usage et d'en fournir l'intégralité en cas de litige, à titre de preuve, sans quoi la SARL NOVA Scop ne pourrait effectuer les démarches qui s'imposent.

DÉLAI DE CONSERVATION :

Tous les fichiers intervenant dans la création et exécution, fabrication de produits imprimés ou autres supports marqués sont conservés par l'entreprise pendant une durée de 1 mois après mise à la disposition du tirage au client, sauf accord écrit particulier. Au-delà de cette période, ces supports seront détruits.

RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ :

En application de la loi 85-98 du 25 janvier 1985, NOVA Scop reste propriétaire des biens vendus en l'absence de paiement effectif de l'intégralité du prix convenu (hormis la remise d'un titre créant obligation de payer) et peut faire usage de la clause de réserve de propriété.

CLAUDE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION :

Un litige ne sera recevable et admis que s'il est notifié dans les 8 jours suivant la livraison, par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de litige, il est fait attribution de juridiction auprès du TRIBUNAL DE COMMERCE DE FOIX qui sera seul compétent quels que soient la nature, la cause ou le lien du litige, même en cas de pluralité des défenseurs ou d'appel en garantie.

Pour l'impression et le marquage :

Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230425-2023_DP_043-DE

• L'entreprise s'oblige à fournir une réalisation exécutée selon les règles usuelles et les tolérances propres à cette activité. Les tons indiqués sur les maquettes doivent être reproduits qu'en fonction de l'état de la technique au jour de la commande. En raison des aléas de fabrication pouvant survenir, NOVA Scop est tenue de mettre à la disposition de son client plus ou moins 2 à 10 % du tirage (art.46*).

• La passation d'une commande portant sur la reproduction d'un objet qui bénéficie de la protection des lois sur la propriété artistique, implique de la part du client (art.18*) l'affirmation de l'existence d'un droit de reproduction graphique à son profit. En conséquence, il garantit à NOVA Scop contre toute contestation dont ce droit de reproduction pourrait être l'objet.

• NOVA Scop ne peut être tenue pour responsable du caractère inexploitable des éléments fournis par sa clientèle, pouvant être engendrés par les transferts de données, les conversions de différents formats d'images, les substitutions de polices de caractères lors d'un transfert de logiciel etc.

• Avant l'impression ou le marquage définitif, « un bon à tirer » peut-être soumis à signature au client pour donner son accord sur l'impression de l'intégralité du document ou de tout support.

Ce « bon à tirer » dégage NOVA Scop de toute responsabilité pour erreur ou omission, sous réserve des corrections portées, par le client, sur celui-ci (art 35 *). Il appartient au client d'en vérifier le contenu.

• Toute modification apportée par le client autre qu'une erreur d'interprétation ou d'orthographe sera considérée comme « corrections d'auteur », même s'il n'est pas donné suite. Ces suppléments intègrent le temps passé et les matières consommées.

Propriété des créations et exécutions :

• NOVA Scop reste propriétaire des instruments de fabrication qu'elle a créés (logos, maquettes, slogans, visuels formes de découpes et tous autres éléments), sauf convention expresse entre les parties. Il en est de même pour les créations, dont elle se réserve les droits d'auteur qui en découlent.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/044

Systèmes d'information / contrat d'infogérance des systèmes informatiques

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la préparation en cours d'une consultation pour l'attribution d'un contrat d'infogérance à partir du 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant, dans l'intervalle, la nécessité de renouveler le contrat d'infogérance avec la société Equadex pour la période du 1^{er} juin 2023 au 31 décembre 2023 ;

Considérant la proposition faite par la société Equadex ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : DÉCIDE de signer le contrat avec la société Equadex portant sur :

- La mise à disposition d'une console de gestion et de prise en main à distance, ainsi que de la solution antivirus Webroot pour l'ensemble des ordinateurs de L'agglo Foix-Varilhes, pour un montant annuel de 3 150 € HT.
- Le maintien en conditions opérationnelles des serveurs avec outil antivirus et prise en main à distance, ainsi que la supervision des sauvegardes, pour un montant annuel de 1 764 € HT.
- La préparation et l'animation d'un comité technique pour un montant de 630 € HT.

Article 2 : PRÉCISE que le contrat est établi pour une durée de 7 mois, à compter du 1^{er} juin 2023.

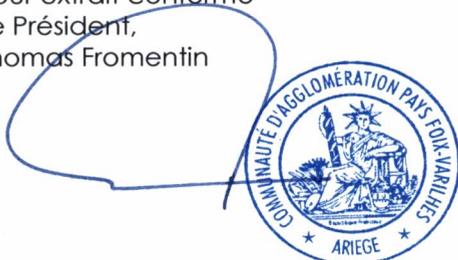
Article 3 : DIT que les crédits correspondants sont prévus à l'article 6156 du budget principal pour 2023.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 9 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

8 Chemin de la terrasse, BP 45122 - 31512 TOULOUSE Cedex 5
 Agence Pamiers : 3 Avenue de Gabriolat - 09100 PAMIERES
 Agence Pau : 2 avenue Pierre Angot - Technopole Helioparc - 64000 PAU
 Agence Action Micro : ZAC La Cavalerie - Route de Toulouse - 09100 PAMIERES

Support technique 09 70 75 37 40 Standard 05 67 34 67 90
 N° TVA Intracomm. FR79494596976
 SIRET / APE 494 596 976 000 14 / 6202A
 Commercial Pascal DESTEPHE
 Gestionnaire Pascal DESTEPHE
 Code client 82
 Valide jusqu'au 18/05/2023

Objet Octimup 2023 - 7 mois

DEVIS

N° 11475 en date du : 18/04/2023

Com. Agglomération Pays de Foix - Varilhes

A l'attention de Service Financier

1A avenue du Général de Gaulle
 09000 FOIX

Document établi en EUR

Description	Engagement (mois)	Quantité	Prix U.brut	Remise %	P.U. Net	Total HT	TVA
Pour la période du 01/06/2023 au 31/12/2023							
----- Outils d'inventaire et de prise en main à distance uniquement -----							
antivirus inclus							
accès console RMM et webroot inclus							
125 Postes de Travail pour 7 mois = 875U							
OctimUP Budget - Poste de Travail	1	875,00	4,00	10,00	3,60	3 150,00	C60
----- OctimUp Serveur avec outils d'inventaire et de prise en main à distance -----							
antivirus inclus							
accès console RMM et webroot inclus							
1 Serveurs Physiques et 8 VM							
soit 9 serveurs pour 7 mois = 63U							
inclus OctimUp backup pour 7 mois							
Octimup Standard - Serveur	1	63,00	28,00		28,00	1 764,00	C60
OctimUp Backup - supervision quotidienne des sauvegardes	1	7,00	32,00	100,00	0,00		C60
Total intermédiaire						4 914,00	
----- Prestations additionnelles annuelles -----							
1 CoTech -----							
OctimUP - Comité Technique - préparation et animation		1,00	700,00	10,00	630,00	630,00	C60
Total intermédiaire						630,00	

Sous-total lignes HT 5 544,00

Total HT 5 544,00

Code	Base	Taux TVA	TVA calculée
C60	5 544,00	20,0 %	1 108,80
Total	5 544,00		1 108,80

Codes C6 & C60 : TVA sur encaissements

Total net HT	Total TVA	Total TTC	NET A PAYER EUR
5 544,00	1 108,80	6 652,80	6 652,80

Conditions de règlement

Fin de validité du devis

Virement Client - CLTS - 30 jours

18/05/2023

Conformément à l'article L441-6 du Code du Commerce, des pénalités de retard sont dues, en plus de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement à défaut de règlement le jour suivant la date de paiement qui figure sur la facture. Le taux d'intérêt de ces pénalités est de 3 fois le taux d'intérêt légal. Aucun escomote ne sera pratiqué en cas de paiement anticipé.

Pour nous confirmer votre accord, merci de nous retourner le présent document revêtu de la mention 'Bon pour accord'.

L'acceptation du présent devis vaut acceptation sans réserve des conditions générales de vente imprimées conjointement au devis, dont elles font partie intégrante.

Date

Nom et qualité

Signature

Cachet

09/05/2023

**Le Président,
 Thomas FROMENTIN**



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/045

Accessibilité / Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en œuvre des Ad'AP sur le site des Forges de Pyrène

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de souscrire une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux de mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) sur le site des Forges de Pyrène portant sur :

- Les cheminements depuis le parking jusqu'aux différents bâtiments.
- Le musée des métiers d'autrefois.
- Le musée des âges de la vie et les ateliers y compris les liaisons extérieures.
- Le musée du fer et de la forge.

Considérant la proposition de la société Atelier Rouyard Architecte située 6 place Violet à Foix pour la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre quant à la mise en accessibilité du site des Forges de Pyrène pour un montant de 24 750 € HT réparti comme suit :

DESCRIPTION	MONTANT HT €
1 - Relevé et diagnostic – durée 4 semaines	1 550
2 - Avant-Projet sommaire – durée 3 semaines	1 825
3 - Avant-Projet définitif – durée 3 semaines	1 625
4 - Permis de construire ou déclaration de travaux - Demande d'autorisation de travaux sur ERP ou volet ERP intégré au PC – durée 4 semaines	1 500 1 500
5 - PRO / Dossier de consultation des entreprises – durée 6 semaines	2 600
6 - Assistance à la passation des contrats de travaux – durée 3 semaines	1 550
7 – VISA - pendant DET	1 400
8 – Direction d'exécution des contrats de travaux / suivi chantier – selon planning DCE	7 000
9 – Assistance aux opérations de réception – durée 4 semaines	1 200
10 – Ordonnance pilotage coordination – concomitant aux phases 5 à 9	3 000
Total	24 750

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ATTRIBUE** la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de mise en œuvre des Ad'AP sur le site des Forges de Pyrène à la société Atelier Rouyard Architecte pour un montant de 24 750 € HT.

Article 2 : **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 6228 du budget principal pour 2023.

Article 3 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 9 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.



Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes
1A avenue du Général de Gaulle
09000 Foix

à l'attention de Monsieur Thomas Fromentin

PROPOSITION DE MISSION

1-PARTIES CONTRACTANTES

le maître d'ouvrage (MO) : communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes
représenté par : Monsieur le Président, Thomas FROMENTIN
adresse : 1A avenue du Général de Gaulle 09000 Foix
téléphone : 05 34 09 09 30
courriel : accueil@agglo-pfv.fr

l'architecte : Isabelle ROUYARD, architecte D.P.L.G.
inscrite au tableau régional de l'Ordre des Architectes de Midi-Pyrénées, sous le n° mid01353
Adresse: 6 place Violet 09000 FOIX
Tel. : 05 61 01 66 53 - 06 73 68 58 55 Courriel : rouyard_isabelle@yahoo.fr

Conformément aux dispositions du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes, qui fait obligation de recourir à une convention écrite préalable à tout engagement professionnel, il est convenu ce qui suit :

2 – PROJET

Nature du projet : **mise en œuvre des AdAP sur le site des Forges de Pyrènes**
Adresse : 61 avenue de Paris 09330 Montgailhard
Réf. cadastrale: parcelles n°20, 55 et 129 secteur AI
Altitude : env. 440 m

3 –PROGRAMME

Dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé (AdAP) qu'elle a établi en 2019 pour l'ensemble de ses ERP, la communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes doit, en particulier, mettre aux normes accessibilité le site des Forges de Pyrène. Ces travaux concernent:

- le musée du fer et des forges
- le musée des métiers d'autrefois
- le musée des âges de la vie et les ateliers, compris liaisons extérieures
- les cheminements depuis le parking jusqu'aux différents bâtiments

Chacun de ces 3 bâtiments ou groupes de bâtiments, ainsi que leur accès, a fait l'objet d'un diagnostic technique d'accessibilité, réalisé par la société ACCESSMETRIE en 2019. C'est sur cette base que la communauté d'agglomération a fondé son budget prévisionnel et qu'est établie, aujourd'hui, la présente proposition de mission.



4 - BUDGET PREVISIONNEL

Le maître d'ouvrage indique un budget prévisionnel de travaux de **98 860 € HT**

5 - CONTENU DE LA MISSION**Mission de maîtrise d'œuvre complète**6 - REMUNERATION et DELAIS

La rémunération de la mission est proposée forfaitairement pour un montant de travaux qui serait inférieur à 110 000 € HT. Au-delà de ce montant, un pourcentage de 1% sera appliqué sur la différence entre le montant effectif* des travaux et 110 000 €. * : montant effectif des travaux = somme des marchés de travaux établis selon le DCE + montant des éventuels travaux complémentaires dus à une modification de programme en cours de chantier

Répartition par phase :

Phases de missions	Montant honoraires HT	délais en semaines
1 Relevé et Diagnostic <ul style="list-style-type: none"> - relevé sur site: mise à jour et compléments des plans existants - adaptation, mise à jour et compilation des plans informatiques - diagnostic, compris plans d'état des lieux annotés (1/100^e) <p>Tout complément de relevé qui nécessiterait plus de l'équivalent d'une journée (8h.) sur site sera rémunéré en sus, selon un tarif horaire (relevé sur site et mise à jour informatique) de 42 € HT</p>	1 550 €	4 s.
2 Avant-Projet Sommaire <ul style="list-style-type: none"> - plans (1/100^e) des aménagements proposés, compris éventuelles variantes - descriptif et estimation sommaires des travaux <p><i>présentation du dossier phases 1 et 2 : observations / validations du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle</i></p>	1 825 €	3 s.
3 Avant-Projet Définitif <ul style="list-style-type: none"> - réunion sur site maître d'ouvrage/ gestionnaire du site / DDT accessibilité / MOE - plans projet mis à jour (1/100^e) - définition des matériaux, principes constructifs, aspect, installations technique... - descriptif et estimation des travaux <p><i>présentation du dossier pour validation du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle</i></p>	1 625 €	3 s.
4 Permis de Construire ou Déclaration de Travaux <p>1 dossier pour ensemble du site</p> <ul style="list-style-type: none"> - formulaire CERFA - ensemble des pièces graphiques <p>Si dossier sur un bâtiment unique, tarif PC ou DT: 1 250 € / PC ou DT</p>	1 500 €	4 s.
Demande d'Autorisation de Travaux sur ERP ou volet ERP intégré au PC <p>pour ensemble du site</p> <ul style="list-style-type: none"> - formulaire CERFA - notice sécurité incendie et notice accessibilité 	1 500 €	



- plans - demandes de dérogation (base : 3) Si demande d'AT distincte / bâtiment ou zone, tarif AT : 1 000 € / AT		
<i>signature des dossiers et dépôt par voie électronique</i>		
5 PRO / Dossier de Consultation des Entreprises - Cahier des Charges Techniques Particulières - ensemble des plans (1/100° et 1/50°, détails 1/25°) - CDPGF	2 600 €	6 s.
6 Assistance à la passation des Contrats de Travaux - ½ journée visite du site avec les entreprises souhaitant candidater - Rapport d'Analyse des Offres - assistance à l'établissement des contrats de travaux	1 550 €	3 s.
<i>signature des contrats de travaux entre entreprises et maîtrise d'ouvrage</i>		
7 VISA - vérification des documents d'exécution des entreprises	1 400 €	pendant DET
8 Direction d'Exécution des contrats de Travaux / suivi chantier base : - 5 mois maximum de chantier compris phase préparatoire - chantier pendant fermeture du site - réunions de chantier - compte-rendus de chantier - vérification des factures et établissement des certificats de paiement	7 000 €	selon planning DCE
9 Assistance aux Opérations de Réception - Opérations Préalables à la Réception - réception de chantier : assistance au maître d'ouvrage - suivi des levées de réserves - Dossiers des Ouvrages Exécutés	1 200 €	environ 4 s.
10 Ordonnancement Pilotage Coordination (phases 5 à 9) - planning prévisionnel de travaux (DCE) et planning EXE (DET) - organisation spatiale du chantier (en collaboration avec le CSPS) - suivi planning et suivi documentaire (diffusions, approbations....) - suivi financier	3 000 €	concomitant aux phases 5 à 9
total	24 750 € HT	

TVA en sus, au taux en vigueur. PM, taux actuellement applicable 20% soit

29 700 € TTC

Cette rémunération comprend :

- les déplacements sur site
- la présentation et remise d'un dossier papier unique par phase de mission 1 à 6 ainsi qu'un compte-rendu de chaque réunion.

PM : les demandes de permis de construire, déclaration préalable et AT sont dorénavant à transmettre par voie électronique.

Tout exemplaire papier complémentaire est à la charge du maître d'ouvrage.

- les frais d'assurance professionnelle (copie de l'attestation d'assurance jointe)



Elle ne comprend pas toute étude ou mission complémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire (compléments de plan de géomètre, coordination SSI) ni les éventuels relevés complémentaires des zones existantes inchangées par le projet et dont les plans seraient exigés (en particulier par la DDT lors de son instruction).
Elle s'entend pour des travaux réalisés en période de fermeture du site aux touristes et en une tranche.

Condition de paiements

L'architecte remet une note d'honoraire à l'issue de chaque phase et, durant la phase travaux, mensuellement.

Le maître d'ouvrage s'engage à verser les sommes dues à l'architecte dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de remise de la note d'honoraire. Passé ce délai, des intérêts moratoires sont dus au taux légal majoré.

7 – MODIFICATION DE CONTRAT : PRESTATIONS OU CHARGES COMPLEMENTAIRES

Toute augmentation de la mission, toute remise en cause du programme, toute modification des documents approuvés, demandée par le maître d'ouvrage ou imposée par un tiers, entraînée par un changement de réglementation ou rendue nécessaire par des aléas administratifs, juridiques ou techniques imprévisibles, donne lieu à l'établissement d'un avenant et emporte une augmentation des honoraires à proportion des études ou autre prestations supplémentaires indispensables à sa satisfaction.

Fait en deux exemplaires à FOIX le 9 mai 2023

Signatures précédées de la mention « bon pour accord » :

Le maître d'ouvrage

L'architecte

**Le Président,
Thomas FROMENTIN**



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/046

Tourisme / Aide à l'immobilier d'entreprise spécifique au projet d'hébergements touristiques privés qualifiés « hôtels de tourisme » - SCI Menty habitation à Foix

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération n° 2021/155 du 1^{er} décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération n° 101 du 24 juin 2019 du conseil départemental de l'Ariège, définissant les modalités de la délégation d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019/077 du 10 juillet 2019 relative à la délégation de compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise spécifique aux hébergements touristiques privés qualifiés de « hôtels de tourisme » au Département de l'Ariège ;

Considérant le dossier de demande concernant le projet immobilier de modernisation d'un hôtel de tourisme à Foix porté par SCI Menty habitation ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 558 705 € ;

Considérant qu'un taux d'aide de 26,85 % peut être appliqué sur l'assiette éligible ;

Considérant que le plafond de subventions pour ce projet est de 150 000 € maximum ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le champ des projets pour lesquels le Département de l'Ariège peut verser la totalité des aides sollicitées dans le cadre de la délégation d'octroi de l'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 150 000 € ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de participer au plan de financement de l'opération précitée portée par la SCI Menty habitation à hauteur de 150 000 € maximum.

Article 2 : **DÉCIDE** de déléguer au Département de l'Ariège la totalité de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises spécifiques aux hébergements touristiques privés qualifiés « hôtels de tourisme » à hauteur de 150 000 € maximum.

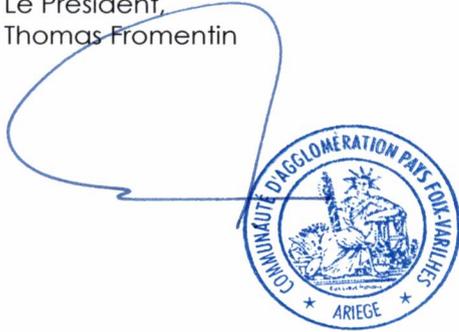
Article 3 : **PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, L'agglomération Foix-Varilhès ne participera pas au financement du projet.

Article 4 : **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 10 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/047

Tourisme / Aide à l'immobilier d'entreprise spécifique au projet d'hébergements touristiques privés qualifiés « établissement d'hôtellerie de plein air » - SAS Sispilt - Camping les Mijeannes à Rieux-de-Pelleport

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération n° 2021/155 du 1^{er} décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération n° 101 du 24 juin 2019 du conseil départemental de l'Ariège, définissant les modalités de la délégation d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019/100 du 25 septembre 2019 relative à la délégation de compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise spécifique aux hébergements touristiques privés qualifiés de « établissement d'hôtellerie de plein air » au Département de l'Ariège et aux plus-produits ;

Considérant le dossier de demande concernant le projet immobilier de modernisation d'un camping à Rieux-de-Pelleport porté par SAS Sispilt - Camping les Mijeannes ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 132 553 € ;

Considérant qu'un taux d'aide de 20 % peut être appliqué sur l'assiette éligible ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le champ des projets pour lesquels le Département de l'Ariège peut verser la totalité des aides sollicitées dans le cadre de la délégation d'octroi de l'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 26 510 € ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **DÉCIDE** de participer au plan de financement de l'opération précitée portée par la SAS Sispilt - Camping les Mijeannes à hauteur de 26 510 € maximum.

Article 2 : **DÉCIDE** de déléguer au Département de l'Ariège la totalité de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises spécifiques aux hébergements touristiques privés qualifiés « établissement d'hôtellerie de plein air » et aux plus-produits à hauteur de 26 510 € maximum.

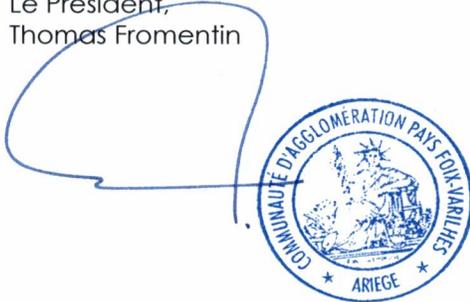
Article 3 : **PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, L'agglomération Foix-Varilhes ne participera pas au financement du projet.

Article 4 : **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération ;

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 10 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/048**Economie circulaire / Appui au démarrage et déploiement de la démarche économie circulaire dans le cadre du contrat d'objectif territorial**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 03 « transition énergétique et environnementale » ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 approuvant la mise en place d'un contrat d'objectif territorial (COT) avec l'Ademe Occitanie ;

Considérant le démarrage du COT au 3 janvier 2022 pour une durée de 4 ans ;

Considérant que la démarche repose sur les référentiels climat air énergie (CAE) et économie circulaire (ECI) ;

Considérant la nécessité de L'agglomération Foix-Varilhes à recourir à un appui technique et méthodologique pour accompagner la démarche ECI dans le cadre du COT ;

Considérant la proposition de l'agence d'accompagnement de la transition des territoires et des entreprises (Agatte) située village du Lez 955, avenue de l'Agau 34 970 Lattes pour l'appui au démarrage et déploiement de la démarche ECI dans le cadre du COT pour un montant de 6 150 € HT réparti comme suit :

Désignation	Jours	P.U HT	Montant HT
Animation d'un temps d'appropriation à l'ECI (fresque économie circulaire ou défi circulaire)	1	800 €	800 €
Redevance association Fresque économie circulaire		150 €	150 €
Identification des éléments ECI dans la collecte de données CAE	1	800 €	800 €
Ateliers avec services clés (commande publique, développement économique) et entretiens avec services et élus (DG, élu au dév éco, élu porteur COT, autres services pouvant réaliser des actions à valoriser), comptes rendus et identification des éléments à valoriser et pièces à collecter	2,5	800 €	2 000 €
Proposition d'un plan d'actions COT, partage en ateliers et chiffrage objectifs progression COT	2	800 €	1 600 €
Echanges et travail avec chargée de mission	1	800 €	800 €
Total HT			6 150 €
TVA 20%			1 230 €
Total TTC			7 380 €

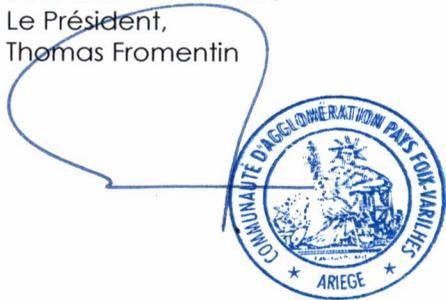
LE PRÉSIDENT

- Article 1 :** **ATTRIBUE** la mission d'appui au démarrage et déploiement de la démarche ECI dans le cadre du COT à l'agence Agatte pour un montant de 6 150 € HT.
- Article 2 :** **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 6228 du budget principal pour 2023.
- Article 3 :** **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 10 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Agatte SAS

Village du Lez
955 Avenue de l'Agau
34970 Lattes
04 99 92 44 38

DEVIS N°23005**Date** : 28/04/2023**Contact client** : Audrey Darandovas
Technicienne environnement et accessibilité**Agglo Foix-Varilhes**
1A Avenue du Général de Gaulle
09000 FOIX**Intitulé** : Appui au démarrage et déploiement de la démarche ECI dans le cadre du COT

Désignation	Jours	P.U H.T	Montant HT
Animation d'un temps d'appropriation à l'ECi (Fresque économie circulaire ou défi circulaire)	1	800 €	800,00 €
<i>Redevance association Fresque économie circulaire</i>		150 €	150,00 €
Identification des éléments ECI dans la collecte de donnée CAE	1	800 €	800,00 €
Ateliers avec services clés (commande publique, développement économique) et entretiens avec services et élus (DG, élu au dév éco, élu porteur COT, autres services pouvant réaliser des actions à valoriser), comptes rendus et identification des éléments à valoriser et pièces à collecter	2,5	800 €	2 000,00 €
Proposition d'un plan d'action COT, partage en ateliers et chiffrage objectifs de progression COT	2	800 €	1 600,00 €
Échanges et travail avec chargée de mission	1	800 €	800,00 €
TOTAL HT			6 150,00
TVA 20 %			1 230,00
TOTAL TTC			7 380,00

Le montant du devis total s'élève à sept mille trois cent quatre-vingt euro TTC.

Durée de validité : 1 mois à réception du devis.

Bon pour accord.
Le Président,
Thomas FROMENTIN



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/049

Habitat / Attribution de subventions aux propriétaires occupants au titre des projets d'amélioration de l'habitat privé réalisés dans le cadre du programme d'intérêt général Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026*, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Vu la délibération n°2021/074 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant la convention du programme d'intérêt général (Pig) d'amélioration de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes pour une période de 5 ans à compter du 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération n°2021/075 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-Ru et Pig 2021-2026 ;

Considérant la présentation des projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du Pig de L'agglo Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : ATTRIBUE dix subventions d'un montant total de 19 277,56 € pour les projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du Pig de L'agglo Foix-Varilhes, en complément de l'Anah, telles que présentées dans le tableau annexé, comprenant deux dossiers en engagements rectificatifs pour un montant de 255,05 € de subventions complémentaires.

Article 2 : AUTORISE le président à notifier les subventions récapitulées dans le document joint.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 22 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Nom Prénom	Adresse	Type travaux	Montant dépenses subventionnées (travaux + honoraires)	Taux d'intervention CAFV	Montant subvention CAFV
M. LESUR Eric (dossier rectificatif) Subvention initiale: 2 886,34 €	Pessaurat Moulin de Pessaurat 09000 Brassac	Amélioration énergétique	29 970,97 €	10%	1 110,75 €
M. Perrichon Daniel (dossier rectificatif) Subvention initiale: 1 460,10 €	9 Rue de l'Ariège 09330 Montgailhard	Amélioration énergétique	16 044 €	10%	1 444,30 €
Madame SABATIER Sandrine	Ferme de la Hille Le Seguela 09120 Montéguy-Plantaurel	Amélioration énergétique	34 966,07 €	10%	3 000,00 €
Madame DEDIEU Karine	6 Chemin de las courmanines 09120 Varilhès	Amélioration énergétique	34 582,64 €	10%	3 000,00 €
Monsieur BEIGBEDER Alexandre	22 Chemin de villette 09120 Rieux-de-Pelleport	Amélioration énergétique	15 058 €	15%	2 258,69 €
Madame MELINE Stéphanie	Serry d'en bas 09000 Baulou	Amélioration énergétique	17 537 €	15%	2 630,60 €
Monsieur SANCHEZ Pierre	2 Impasse fleurie 09120 Varilhès	Amélioration énergétique	15 408 €	10%	1 540,81 €
Monsieur RIBAS Marc	Auge 09000 Pradères	Amélioration énergétique	14 368 €	10%	1 436,80 €
Monsieur El Haddouchi Mohamed	12 Cité du pont de l'écho 09000 Foix	Amélioration énergétique	27 674 €	10%	2 767,41 €
Madame FICHON Hélène	23 Avenue du Caralié 09000 Foix	Amélioration énergétique	23 882 €	10%	2 388,20 €
TOTAL					19 277,56 €

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

N°2023/050

Sport - Centre aquatique / Contrat d'entretien défibrillateur

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant l'acquisition d'un défibrillateur à la société Schiller pour le centre aquatique ;

Considérant qu'il convient de prévoir le contrôle et l'entretien régulier de l'appareil afin de s'assurer de son parfait fonctionnement ;

Considérant le contrat de d'entretien proposé par la société Schiller qui prévoit la fourniture annuelle de consommables et une visite de contrôle système après chaque utilisation et préventive tous les trois ans ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : DÉCIDE de signer le contrat d'entretien pour trois ans avec la société Schiller portant sur l'entretien et le contrôle du défibrillateur pour un montant total de 391,18 €.

Article 2 : PRÉCISE que le contrat est établi pour une durée initiale ferme de trois ans qui court du 15 mars 2023 au 14 mars 2026. Le présent contrat sera reconductible par tacite reconduction à la fin de la période.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6156 au budget principal de l'exercice.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 22 mai 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Toulouse.

Service Client

Siège Social : 6 rue Raoul Follereau
77600 Bussy Saint Georges
Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0.09 € / min
+ prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

S²LOW

FRANCE S.A.S

CONTRAT D'ENTRETIEN DEFIBRILLATEUR



N° du contrat : SF-027087

MAINTENANCE TRIENNALE

AVEC FORFAIT CONSOMMABLES



(Visite tous les 3 ans à date d'anniversaire sur contrat)

Contrat de maintenance triennale répondant au décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes et aux préconisations de l'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament et des produits de santé selon les préconisations émises par leurs soins en juillet 2014.

Code client : C043823

ENTRE:

COMMUNAUTE D AGGLO PAYS FOIX VARILHES
1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
09000 FOIX

dénommé LE CLIENT

ET

SCHILLER FRANCE SAS

REPRESENTE(E) PAR : CHRISTOPHE LEVEQUE, DIRECTEUR GENERAL

LA SOCIÉTÉ SCHILLER FRANCE SAS
6, RUE RAOUL FOLLEREAU
77600 BUSSY SAINT GEORGES

N° REGISTRE DU COMMERCE : 501 918 841 RCS MEAUX
N° SIRET : 501 918 841 00013 N° Code APE : 4646 Z
N° de TVA intracommunautaire : FR24501918841

dénommé LE PRESTATAIRE

Paraphe :



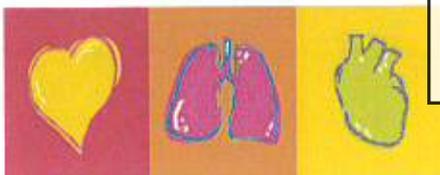
Page 1 sur 12

Service Client

Siège Social : 6 rue Raoul Follereau
77600 Bussy Saint Georges
Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
+ prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

FRANCE S.A.S

Identification du client et matériel

RDV POUR MAINTENANCE

Contact : M. SEYRAL Cedric
Téléphone : 05 34 09 09 30 - 05.61.02.00.07
Email : c.seyral@agglo-pfu.fr

FACTURATION ET BON DE COMMANDE

Contact : M. SEYRAL Cedric
Téléphone : 05.61.02.00.07
Email : c.seyral@agglo-pfu.fr

ADRESSE DE FACTURATION si différente :

Centre Aquatique
1A Avenue du Général de Gaulle
09000 Foix

Appareil	*N° DE SERIE	Sites / Emplacement
Fred PA 1	127990091851-	COMMUNAUTE D AGGLO PAYS FOIX VARILHES 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 09000 FOIX

CONDITIONS PARTICULIERES*

* CONDITIONS PARTICULIERES PREVALENT SUR LES CONDITIONS GENERALES JOINTES PARTOUT OU ELLES SONT DIFFERENTES

CONDITIONS TARIFAIRES :

Les tarifs seront révisés annuellement à la date d'anniversaire du contrat, en fonction de la variation de l'indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés - activités de services (ICHTrev-TS identifiant INSEE 001565196) publié, et suivant la formule de révision suivante, sans être inférieur au tarif de base noté sur le contrat :

Nouveau prix = ancien prix * (nouvel indice / ancien indice)

Indice : ICHTrev-TS

Indice et mois utilisé :

Pour l'exécution des opérations, l'utilisateur paiera au prestataire une redevance forfaitaire annuelle, frais de déplacements inclus, selon la synthèse ci-dessous :

Paraphe :

TF

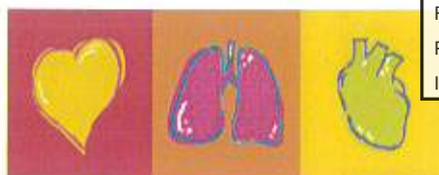


Service Client

Siège Social : 6 rue Raoul Follereau
77600 Bussy Saint Georges
Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
* prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

S²LOW

FRANCE S. A. S

SYNTHESE FINANCIERE

SERVICES	Quantité (nbre de DAE)	Redevance annuelle en euros HT/appareil	Redevance annuelle totale en euros HT
Assistance et Maintenance préventive triennale par appareil Maintenance préventive tous les 3 ans à date d'anniversaire du contrat. Interventions illimitées en cas d'utilisation médicale. Frais de déplacement inclus. Assistance en cas de panne. Prêt d'un appareil durant toute la durée du contrat.	1	163€	163€
TOTAL EN € HT			163€
TVA 20%			
TOTAL EN € TTC			32,6000000 00000001€
			195,5999999 99999999€

Date de prise d'effet souhaitée	15/03/2023
Durée du contrat	3 ANS RENOUELABLE
Reconduction	TACITE
Facturation terme à échoir	ANNUELLE
CONDITIONS SPECIFIQUES	SELON DEVIS N°VP
Commentaires :OFFERT DU 15/03/2023 AU 14/03/2024 selon votre facture d'achat de matériel	

Paraphe :

DF



Page 3 sur 12

Service Client

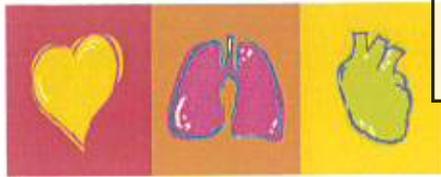
Siège Social : 6 rue Raoul Follereau

77600 Bussy Saint Georges

Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
+ prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

FRANCE S.A.S

HORAIRES DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE TELEPHONIQUE

- En cas de dysfonctionnement, ou demande d'intervention : merci de vous munir du N° de série de l'appareil et de votre N° de contrat :

Contactez la hotline

7 jours sur 7, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00, 365 jours par an

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
+ prix appel

@ : serviceclient@schillerfrance.fr

Formulaire électronique de demande d'intervention :

<http://serviceclient.schillerfrance.fr/>

Fax : 03 88 63 28 40

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

Pour toutes questions concernant :

Le présent contrat : maintenance@schillerfrance.fr

La planification des interventions : ordonnancement@schillerfrance.fr

Pour vos commandes consommables : contact@schillerfrance.fr

PRESTATIONS ET NATURE DES VERIFICATIONS

1. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ET VERIFICATIONS

Le présent contrat a pour objet d'assurer à l'usager l'entretien du ou des défibrillateurs décrits en annexe. La Société SCHILLER France SAS s'engage à effectuer **une visite sur site tous les 3 ans** au cours de laquelle le technicien effectuera les vérifications et diligences suivantes :

1.1 Entretien préventif

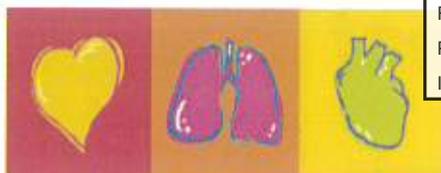
Dans un délai de 30 mois pouvant aller jusqu'à la date d'échéance du contrat, les techniciens procéderont à la révision des installations et effectueront :

- ✓ Nettoyage et désinfection de l'appareil,
- ✓ Vérification du boîtier contenant le défibrillateur avec contrôle des branchements et test du fonctionnement total du boîtier mural,
- ✓ Vérification du bon fonctionnement du défibrillateur avec contrôle de l'état de la batterie, des autotests et mise à jour éventuelle,
- ✓ Tests de sécurité électrique et mesure d'énergie délivrée,
- ✓ Contrôle des dates de péremption des accessoires (électrodes adultes, électrodes pédiatriques, kit de secours...),
- ✓ Réparation et échange si besoin, après accord du client suivant les tarifs de notre catalogue en vigueur,
- ✓ Suivi complet de l'ensemble du matériel détaillé sur le contrat,
- ✓ Dernière mise à jour ERC (Recommandations Européennes en Cardiologie et Réanimation),

Paraphe :



Page 4 sur 12



- ✓ Le changement de la pile interne sera réalisé à l'échéance entre la cinquième et la sixième année de la mise en service du défibrillateur,
- ✓ Mise à jour de la base de données nationale ARLOD/GEO DAE.

1.2 Entretien en cas d'utilisation médicale (sans limitation)

- Remise en état avec déplacement gratuit après utilisation sur une personne en arrêt cardiaque,
- Remplacement gratuit des électrodes utilisées,
- Récupération des données après utilisation,
- Remise à zéro de la mémoire avec sauvegarde des données.

1.3 Intervention curative en cas de panne (sans limitation)

	SOUS GARANTIE	HORS GARANTIE
INCLUS	Les frais de déplacement lors d'une intervention sur site (maintenance, panne, utilisation médicale, pièces détachées)	Les frais de déplacement lors d'une intervention sur site (maintenance, panne, utilisation médicale)
NON INCLUS	Les consommables si non souscription à l'Option forfait consommables	La main d'œuvre en cas d'intervention sur site. Les consommables si non souscription à l'Option forfait consommables

- **Pour DAE Fred Easy** : Mise à disposition d'un matériel de prêt identique ou équivalent selon les disponibilités pendant la durée de réparation, lorsque l'immobilisation est due à un dysfonctionnement technique.
- **DAE Fred PA 1** : Echange à neuf sous 48h et sous 24h si demande avant 12h00 pendant la période de garantie 10 ans. Prêt d'un matériel identique en dehors de la période de garantie.

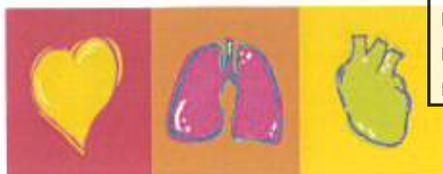
Dans le cadre de notre intervention, s'il est constaté une anomalie pouvant affecter le bon fonctionnement des matériels révisés, un diagnostic sera réalisé afin d'en déterminer la cause. En fonction de notre rapport d'expertise : matériel sous garantie, défaut constaté imputé à la garantie, prise en charge par SCHILLER France SAS.

- ✓ **matériel sous garantie**, défaut constaté exclu de la garantie : (vol, vandalisme, casse...), un devis sera fourni au souscripteur qui devra donner son accord pour effectuer les réparations, selon le tarif en vigueur à la date de prestations. Le refus du client de procéder au changement d'une pièce défectueuse engagera sa seule responsabilité pour le cas où il continuerait à utiliser l'appareil malgré l'avertissement de SCHILLER France SAS.
- ✓ **Durée de garantie pour les FRED PA 1 : 10 ans**
- ✓ **Durée de garantie pour les FRED EASY : 5 ans**
- ✓ **Durée de garantie pour les FRED EASY LIFE : 7 ans**
- ✓ **Durée de garantie pour les FRED EASY PORT : 3 ans**
- ✓ **Durée de garantie pour les FRED EASY PORT + : 5 ans**
- ✓ **matériel hors garantie**, un devis sera fourni au souscripteur qui devra donner son accord pour effectuer les réparations, selon le tarif en vigueur à la date de prestations. Le refus du client de procéder au changement d'une pièce défectueuse engagera sa seule responsabilité pour le cas où il continuerait à utiliser l'appareil malgré l'avertissement de SCHILLER France SAS.

Paraphe :

TF





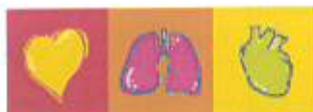
1.4 Consommables et accessoires

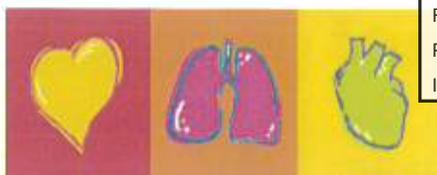


FORFAIT CONSOMMABLES DAE SCHILLER	
INCLUS	<p>Remplacement des électrodes adultes (enfants si option LUXE) et pile lithium, pile boîtier si nécessaire.</p> <p>Ces opérations de remplacement sont effectuées lors de la maintenance et/ou en cas d'utilisation médicale.</p> <p>Comprend le remplacement des consommables périmés.</p> <p>Limité au remplacement de 1 paire d'électrodes adultes, (1 paire d'électrodes enfants si option Forfait LUXE) et de 1 pile lithium (batterie) par appareil. Le montant de la prime est calculé pour couvrir le remplacement des consommables sur une période de 10 ans.</p> <p><u>En dehors de la maintenance</u> : si les consommables sont périmés le client effectuera sa demande auprès du service consommables SCHILLER en se munissant du N° série de l'appareil. Les consommables seront expédiés et livrés sur site sous 48h. Les frais d'expédition sont gratuits.</p>
NON INCLUS	<p>Les autres consommables acquis en supplément par le client ne sont pas couverts (pile lithium et électrode de secours). Électrodes pédiatriques si non souscription option Forfait LUXE, kit 1er secours, signalétique, cardio-first angel (outil d'aide au massage), registre de maintenance.</p> <p>Le déplacement sur site pour le remplacement de consommables périmés (batterie et électrodes adultes, kit secours...).</p> <p>Les pièces détachées (carte mère...).</p>

HORS CONSOMMABLES	
NON INCLUS	<p>Le client se charge lui-même de commander et remplacer les consommables. Lors de la maintenance les consommables remplacés seront facturés sur le rapport d'intervention du technicien.</p> <p>Les frais d'expéditions.</p> <p>Le déplacement sur site pour le remplacement de consommables périmés (pile lithium et électrodes adultes, kit secours...).</p> <p>Les pièces détachées (carte mère...).</p>

Paraphe :





2. LIEU ET DELAIS D'EXECUTION

L'exécution du contrat sera réalisée sur site, la prise de rendez-vous sera convenue et programmée entre le client et la société SCHILLER France SAS, dans un délai de 30 mois pouvant aller jusqu'à la date d'échéance du contrat. Le client s'engage à laisser le prestataire accéder librement et sans danger au matériel décrit dans le présent contrat.

3. DISPOSITIONS DIVERSES : UTILISATEUR

Dans le cas de prestations exécutées dans les établissements de l'utilisateur, celui-ci s'engage à :

- ✓ remettre au technicien le matériel en bon état de propreté et désinfecté avec la totalité des accessoires de raccordement patient et source d'alimentation,
- ✓ aviser le prestataire de tout changement d'établissement, ou de localisation,
- ✓ ne pas modifier ou faire modifier le matériel sans l'accord du prestataire,
- ✓ fournir au prestataire les documents nécessaires à la facturation dans le cas des interventions ou fournitures non couvertes par ce contrat.

PRESTATAIRE DU CONTRAT

Lesdites prestations d'entretien et de maintenance pourront être assurées directement par la société SCHILLER France SAS ou par toute Société de sous-traitance agréée et mandatée pour cela, une information vous sera adressée préalablement.

CERTIFICAT - DOCUMENT

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport écrit, numérisé de l'intervenant dont une copie sera laissée au client contre signature. Le client sera considéré comme ayant approuvé ce rapport en l'absence de remarques écrites et transmises à SCHILLER France SAS dans les 72 heures à compter de la remise du document.

BON DE COMMANDE

Le présent contrat vaut bon de commande pour la durée du contrat.

Cependant, certaines structures sollicitent impérativement l'émission d'un bon de commande, chaque année, pour pouvoir payer les factures émises relativement au présent contrat.

Dans cette hypothèse, le contrat ne pourra s'activer, qu'à partir du moment où sera réceptionné, par la société SCHILLER France SAS, le contrat signé et portant cachet de la société, accompagné impérativement du bon de commande dûment signé et portant également cachet de la société.

Toujours dans cette hypothèse, deux solutions concernant le bon de commande :

A) soit le client accepte d'émettre un bon de commande pour les trois ans du contrat et dans ce cas, la société SCHILLER France SAS s'engage à ne pas appliquer la revalorisation annuelle prévue et également à ne facturer la prestation que chaque année, à la date anniversaire du contrat ;

Paraphe :

TG



Service Client

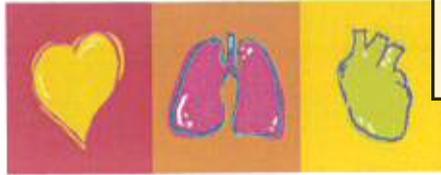
Siège Social : 6 rue Raoul Follereau

77600 Bussy Saint Georges

Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
+ prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

FRANCE S.A.S

B) soit le client désire émettre un bon de commande que pour une année, et dans ce cas il s'engage impérativement à transmettre, pour la deuxième et troisième année du contrat, le bon de commande dans un délai compris entre 60 jours avant la date anniversaire du contrat et 30 jours après cette date anniversaire.

La société SCHILLER France SAS procédera à cette demande de bon de commande par mail, sous forme d'une relance automatisée.

Le client accepte dès à présent de payer une pénalité administrative et de gestion de 40 € hors-taxes au cas où le bon de commande ne serait pas transmis dans le délai susvisé.

Il est expressément convenu et accepté que tant que le client n'émettra pas le bon de commande, la société SCHILLER France SAS n'aura aucune obligation de réaliser les prestations prévues au présent contrat, et dans ce cas la société SCHILLER France SAS ne pourra que dégager toute responsabilité sur le fonctionnement du matériel en cas de défaut de maintenance.

Si, pour des raisons exceptionnelles, la société SCHILLER France SAS ne pouvait assurer les prestations prévues par le présent contrat, elle se désisterait du bon de commande qui lui aurait été transmis et a fortiori ne procédera à aucune facturation.

Si le présent contrat devait être prorogé, par tacite reconduction, les conditions de transmission du bon de commande telle que rappelées ci-dessus resteraient identiques.

MODALITE DE PAIEMENT

Les factures dues en application du présent contrat seront réglées à réception de facture ou aux conditions de paiement déjà octroyées par la société SCHILLER France SAS au client.

A défaut de règlement dans les délais ci-dessus, les pénalités prévues aux conditions générales ci-après s'appliqueront de plein droit.

CONVENTION DE CONFIDENTIALITE

Le prestataire s'engage à ne pas faire état des informations dont il pourra avoir connaissance au cours des interventions chez le client.

Fait le 22/05/2023 à Foix.

LE CLIENT

Nom du signataire : *J. Fromentin*

Qualité : *Président*

Signature :

Cachet :



Société SCHILLER FRANCE SAS

Christophe LEVEQUE

Directeur Général

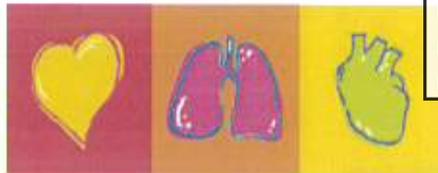
Signature :

Cachet :

Paraphe :

JF





CONDITIONS GENERALES

1 - OBJET DU CONTRAT

La société SCHILLER FRANCE SAS s'engage à fournir au Client qui l'accepte, une prestation de maintenance des matériels et logiciels intégrés mentionnés, aux conditions particulières, et aux conditions générales figurant au présent contrat. La conclusion d'un contrat de maintenance entraîne obligatoirement l'acceptation des présentes conditions générales par le client.

Les présentes conditions générales ne peuvent être supprimées, modifiées ou complétées qu'en vertu d'un accord écrit, signé par la Direction Service Client de SCHILLER FRANCE SAS.

Les termes du présent contrat ne seraient être affectés par toutes relations ou accords antérieurs écrits ou verbales existant entre SCHILLER FRANCE SAS et le client.

En cas de différence entre l'exemplaire du client du présent contrat et de celui de SCHILLERFRANCE SAS, le client reconnaît que seul l'exemplaire de SCHILLERFRANCE SAS fera foi, toute modification devant impérativement figurée sur chaque exemplaire pour engager SCHILLER FRANCE SAS.

2 - DUREE

Le contrat est conclu pour une durée de trois (3) ans. Il se renouvellera par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire par lettre R.A.R.

3- PRESTATIONS

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné exclusivement s'engage à effectuer ou à faire effectuer les opérations d'entretien aux dates prévues de passage.

A. – Interventions d'entretiens effectuées :

L'obligation de la société SCHILLER FRANCE SAS est d'assurer, en toutes hypothèses un service de qualité et de mettre tout en œuvre pour un entretien du matériel du Client dans les meilleurs délais.

Toute intervention supplémentaire d'entretien effectuée à la demande du client, sera facturée au client.

Les pièces reconnues défectueuses pendant la durée de la Garantie Constructeur seront remplacées par des pièces standard. La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné ne saurait être tenu pour responsable d'une évolution ou d'un changement total de technologie. La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné exclusivement pourra toujours, si il le juge bon, et plutôt que de le réparer sur place, procéder au remplacement pur et simple du matériel défectueux par un matériel similaire offrant des performances au moins égales. Le matériel et les pièces repris deviendront la propriété de SCHILLER FRANCE SAS.

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné pourra mettre à jour le matériel en cas d'évolution.

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné est habilité par l'usine de fabrication à faire ces mises à jour et toutes autres opérations.

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné pourra apporter au matériel les modifications techniques qu'il jugera nécessaires pour assurer son fonctionnement optimal, notamment en cas d'évolution technologique ou de suppression de fabrication de certaines pièces détachées.

B- Intervention aux dates prévues de passage :

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné effectuera l'entretien sur le site concerné du matériel indiqué dans le contrat. A l'issue du passage par des techniciens de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné, il sera remis au client une attestation de bon fonctionnement du matériel.

C. - Logiciels de diagnostic et de télémaintenance par liaisons réseaux :

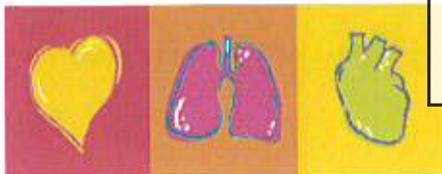
Le Client autorise SCHILLER FRANCE SAS à intégrer des programmes de diagnostic sur le Système pour les besoins de la maintenance.

SCHILLER FRANCE SAS pourra demander au Client de faire exécuter des programmes tests fournis par SCHILLER FRANCE SAS préalablement à toute autre intervention.

Paraphe :

JF





Le client s'engage à permettre à SCHILLER FRANCE SAS d'accéder à son réseau, raccordé à proximité du système et nécessaire à l'envoi ou à la collecte d'informations destinées à l'exécution des prestations de maintenance et d'analyse de performance. Il est précisé que l'accès au réseau est réservé à l'exécution des prestations de maintenance et d'analyse de performance.

4- REDEVANCES D'ENTRETIEN - PAIEMENT

A. – En contrepartie des prestations incombant à la société SCHILLER FRANCE SAS, ou au prestataire désigné, le Client lui versera la redevance inscrite au contrat à terme à échoir.

B. – La redevance du contrat à terme échoir, est payable immédiatement à réception de la facture ou aux conditions de paiement octroyées par la société SCHILLER FRANCE SAS notifiées dans les conditions particulières.

Aucune compensation de sommes éventuellement dues par SCHILLER FRANCE SAS au Client et de sommes dues par le Client au titre du présent contrat ne pourra être effectuée sans l'accord préalable de SCHILLER FRANCE SAS.

C. – En cas de défaut de paiement ou de paiement partiel à l'échéance fixée, les prestations sont automatiquement suspendues jusqu'au paiement intégral des sommes dues en principal et intérêts.

5 - LIMITATIONS

A. – La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné exclusivement ne sera tenu de fournir les prestations, objet du présent contrat, que dans la mesure où le matériel est utilisé de manière appropriée et conformément à son objet ; en aucun cas la société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné ne sera tenu de fournir lesdites prestations sur du matériel qui aura été modifié sans consentement préalable ou qui aura été utilisé dans des conditions anormales. En outre la société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné ne sera pas tenu de fournir les prestations objet du contrat dans chacun des cas ci-après :

1) Si celles-ci sont rendues nécessaires, en raison d'un accident, d'une négligence, d'une utilisation inappropriée, d'un défaut du réseau électrique ou du dispositif de conditionnement d'air, d'un incident lié au transport du matériel ou de toute autre cause n'entrant pas dans le cadre d'une utilisation normale du matériel.

2) Si le matériel a été entretenu ou réparé sans l'intervention de la société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné, ou sans son autorisation préalable, et même en cas de tentative seulement.

3) Si le matériel a été déplacé de son lieu d'installation d'origine et réinstallé sans l'intervention de SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné (pour les boîtes murales).

4) En cas de destructions ou détériorations, la société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné interviendra à la demande du Client en facturable ou devis accepté du Client.

5) En cas de dégâts occasionnés par effet de la foudre ou de toute autre source de surtension.

Dans les zones à risque d'orages fréquents, il incombe au Client de protéger l'appareil avec un dispositif de protection contre les surtensions électriques et de vérifier que l'assurance prend bien en charge ce type de dégâts. De même, dans les sites où la qualité du courant électrique est mauvaise et les sautes de courant importantes.

6) Si l'origine de la panne est due à l'utilisation de fournitures non fournies ou agréées par SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné.

7) Si le matériel est installé dans un local qui ne satisfait pas aux spécifications de la marque relative à l'environnement, soit, à défaut, à une température comprise entre 0 et 50°C (Variation de 2°C/heure) et une humidité comprise entre 5 et 95%.

8) Si d'une façon générale le Client ne respecte pas ses obligations au titre du contrat et des présentes conditions générales.

Toutes prestations (entretien ou dépannage) fournies par la société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné alors qu'en vertu des dispositions du présent article, ils n'étaient pas tenus de le faire, seront facturées séparément au Client sur la base du tarif en vigueur : les pièces fournies à cette occasion seront facturées selon le tarif du catalogue.

B. – Les prestations fournies comprennent :

1) - L'échange des accessoires aux dates prévues, tels que les électrodes, batterie, etc. Le paiement des accessoires reste à la charge du client avec bon de commande ou devis acceptées par le client,

Paraphe :





- Le nettoyage et la désinfection extérieure du matériel avec la fourniture de produits à ces fins par les techniciens Schiller tout en conservant la propriété des produits pour réaliser l'opération.

2) Les réparations ou installations électriques extérieures au matériel ou l'entretien et le dépannage de tout élément périphérique (interface, lignes téléphoniques utilisées pour la transmission d'informations au matériel, etc.) ou de tout article vendu par la société SCHILLER FRANCE SAS sauf accord particulier.

6 - LIBRE ACCES - CONDITIONS DE TRAVAIL

A. – Le Client devra laisser le personnel de SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné accéder librement au matériel couvert par le contrat afin de lui permettre de procéder à l'entretien et au dépannage dudit matériel.

B. – Le personnel de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné exclusivement devra disposer d'un espace suffisant pour effectuer ses interventions dans des conditions normales. Le lieu de travail sera convenablement éclairé et chauffé et sera équipé de prises de courant électrique disposées de façon appropriée.

C. – Le personnel de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné aura également libre accès à tout périphérique, installation ou programme ayant un rapport avec le matériel objet du présent contrat ou susceptible, de l'avis du personnel de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné, d'en faciliter le fonctionnement.

D. – Il est rappelé que les conditions de travail du personnel de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné sont soumises à la législation du Travail.

En tant que tel, il ne saurait accomplir plus de dix (10) heures, durée maximale du travail. Une pause déjeuner de soixante (60) minutes est obligatoire.

E. – Le personnel technique de la société SCHILLER FRANCE SAS (ingénieurs, techniciens de maintenance) ou du prestataire désigné n'est pas autorisé à manutentionner pour déplacer le matériel sur le site sans demande préalable à la société SCHILLER FRANCE SAS qui établira un devis et jugera du nombre et de la qualification des personnes habilitées à procéder à cette manutention en fonction du poids et de la difficulté. Il pourra éventuellement être fait appel à des professionnels des marques que revend la société SCHILLER FRANCE SAS.

7 - DEPLACEMENT DU MATERIEL SUR UN AUTRE SITE

A. – Le Client devra notifier à la société SCHILLER FRANCE SAS, avec un préavis de quinze (15) jours, sa demande de déplacement du matériel.

B. – Le démontage et l'emballage du matériel objet du déplacement devront être effectués sous la supervision d'un représentant de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné qui procéderont de plus au déballage et à la réinstallation du matériel. Les frais encourus au titre de ces opérations seront facturés séparément par la société SCHILLER FRANCE SAS au Client sur la base du tarif en vigueur.

C. – Si, à la suite des opérations décrites en B du présent article, il s'avère que le matériel n'est pas en état de bon fonctionnement et ce pour une raison non imputable à la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné, les frais de la remise en état seront facturés séparément au Client (pièces et main-d'œuvre) sur la base du tarif en vigueur.

8 - GARANTIE A COMPTER DE L'EXPIRATION DU CONTRAT

Les frais de main-d'œuvre et de déplacement seront facturés sur la base du tarif en vigueur, ainsi que les pièces remplacées (sans réductions particulières).

La garantie du matériel reste une garantie Fabricant.

9 - RESPONSABILITES DE LA SOCIETE SCHILLER FRANCE SAS

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné répareront tout dommage causé au matériel par son personnel, en raison de l'exécution du contrat.

La société SCHILLER FRANCE SAS ou le prestataire désigné indemniseront le Client de tous préjudices directs matériels ou corporels (à l'exclusion néanmoins de pertes ou de destructions des données) et cela seulement s'il apparaît qu'ils sont la conséquence de la négligence de son personnel employé au titre de l'exécution du contrat.

L'indemnisation éventuelle est limitée à la valeur, au jour du sinistre, du matériel objet du contrat, sans pouvoir en tout état de cause excéder le montant de 1 000€ ttc.

Paraphe :



Service Client

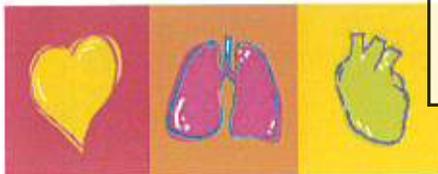
Siège Social : 6 rue Raoul Follereau

77600 Bussy Saint Georges

Hotline : 7 rue Maryse Bastié 67500 Haguenau

0 820 20 22 25 Service 0,09 € / min
+ prix appel

Email : serviceclient@schillerfrance.fr



Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230522-2023_DP_050-DE

FRANCE S.A.S

10 - RESILIATION

Le contrat pourra être résilié de plein droit par lettre R.A.R. par chacune des deux parties, trois (3) mois au moins avant l'expiration de chacune des échéances prévues à l'article 2.

Si l'une des parties manque à une ou plusieurs de ses obligations au titre du présent contrat, l'autre partie pourra résilier celui-ci immédiatement et sans indemnité s'il n'a pas été remédié à ce manquement dans les trente (30) jours suivant la notification écrite adressée à la partie concernée, par lettre R.A.R.

En cas de non-paiement à la date prévue à terme à échoir et octroyée par la société SCHILLER FRANCE SAS dans les conditions particulières, un refus d'intervention de la société SCHILLER FRANCE SAS pourra être opposé au Client. La société SCHILLER FRANCE SAS pourra résilier le contrat. La résiliation sera alors effective quatorze (14) jours après le préavis écrit.

11 - CONTRAT

Le contrat annule et remplace tous les accords antérieurs entre les parties, écrits ou verbaux, ayant le même objet. Toute renonciation ou modification portant sur l'une quelconque de ses dispositions ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un accord écrit dûment signé par les parties aux présentes. Les termes du contrat et les conditions particulières prévaudront sur toutes conditions générales pouvant figurer sur les commandes ou autres documents émis par le Client.

12 - FORCE MAJEURE

La survenance d'un cas de force majeure a pour effet de suspendre l'exécution des obligations contractuelles de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné. Est un cas de force majeure tout événement indépendant de la volonté de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné et faisant obstacle à son fonctionnement normal. Constituent notamment des cas de force majeure les grèves totales ou partielles entravant la bonne marche de la société SCHILLER FRANCE SAS ou du prestataire désigné ou celle de l'un de ses fournisseurs, sous-traitants ou transporteurs ainsi que l'interruption des transports, de la fourniture d'énergie, de matières premières ou de pièces détachées, les catastrophes naturelles. Si une telle situation perdure plus de deux (2) mois, chacune des parties pourra résilier le présent contrat par lettre R.A.R. et ce sans préavis ni indemnité.

13 - LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

Le contrat sera régi par les lois françaises.

Tout litige né à l'occasion de l'exécution du présent contrat ou des suites sera soumis aux tribunaux du ressort du Tribunal de Grande Instance de Meaux.

Paraphe :

TF



Page 12 sur 12